

Cote du document: EB 2015/114/R.7
Point de l'ordre du jour: 5 b)
Date: 25 mars 2015
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

République socialiste démocratique
de Sri Lanka

Programme d'options stratégiques
pour le pays

Note pour les représentants au Conseil d'administration

<u>Questions techniques:</u>	<u>Responsables:</u>	<u>Transmission des documents:</u>
Ya Tian Chargé de programme de pays téléphone: +39 06 5459 2076 courriel: y.tian@ifad.org		Deirdre McGrenra Chef du Bureau des organes directeurs téléphone: +39 06 5459 2374 courriel: gb_office@ifad.org
Anura Herath Chargé d'appui au programme de pays courriel: a.herath@ifad.org		

Conseil d'administration — Cent quatorzième session
Rome, 22-23 avril 2015

Pour: Examen

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte du pays indiquant les zones d'intervention du FIDA	iii
Résumé de la stratégie pour le pays	iv
I. Introduction	1
II. Le contexte du pays	1
A. Économie, agriculture et pauvreté rurale	1
B. Politiques, stratégies et contexte institutionnel	3
III. Enseignements tirés de l'expérience du FIDA dans le pays	4
A. Résultats, impact et performance des opérations antérieures	4
B. Enseignements tirés	5
IV. Cadre stratégique du FIDA pour le pays	6
A. Avantage comparatif du FIDA	6
B. Objectifs stratégiques	6
C. Perspectives d'innovation	7
D. Stratégie de ciblage	8
E. Articulation au niveau des politiques	8
V. Gestion du programme	8
A. Suivi du programme de pays	8
B. Gestion du programme de pays	9
C. Partenariats	9
D. Gestion des savoirs et communication	9
E. Cadre de financement SAFF	10
F. Risques et gestion des risques	11

Appendices

I. COSOP consultation process (Processus de consultation pour l'élaboration du COSOP)	
II. Country economic background (Situation économique du pays)	
III. COSOP results management framework (Cadre de gestion des résultats du COSOP)	
IV. Project pipeline (Réserve de projets)	

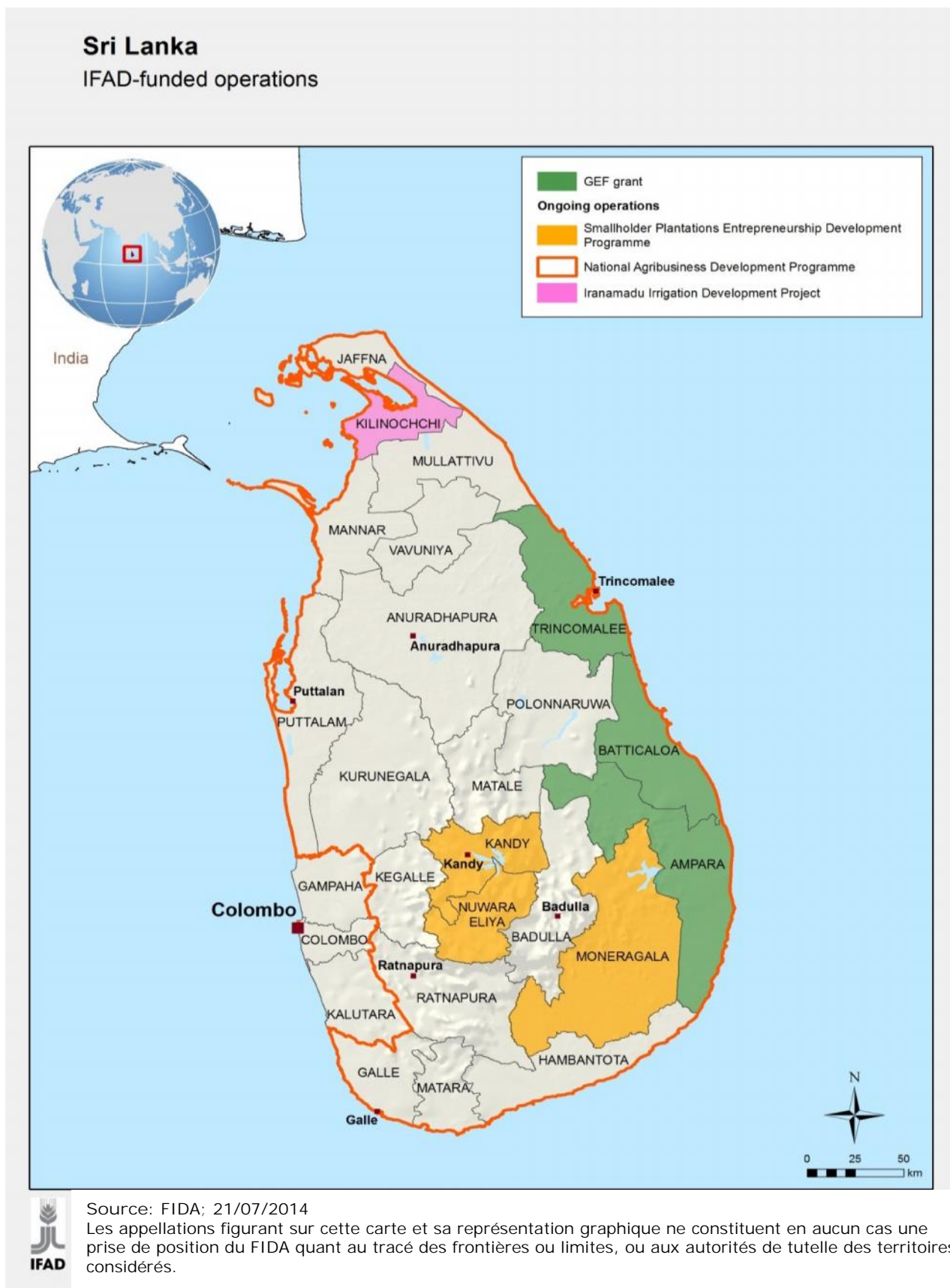
Dossiers clés

- Dossier clé 1: Rural poverty and agricultural/rural sector issues
(Pauvreté rurale et secteurs agricole et rural)
- Dossier clé 2: Organizations matrix (strengths, weaknesses, opportunities and threats [SWOT] analysis)
(Matrice des organisations [analyse des forces, faiblesses, possibilités et menaces])
- Dossier clé 3: Complementary donor initiative/partnership potential
(Initiatives complémentaires d'autres donateurs/possibilités de partenariat)
- Dossier clé 4: Target group identification, priority issues and potential response
(Identification du groupe cible, questions prioritaires et options envisageables)

Sigles et acronymes

COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
EGPP	Équipe de gestion du programme de pays
OS	Objectif stratégique
PME	Petite et moyenne entreprise
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
SAFP	Système d'allocation fondé sur la performance

Carte du pays indiquant les zones d'intervention du FIDA



Résumé de la stratégie pour le pays

1. Le présent programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) axé sur les résultats couvre l'éventail des possibilités d'investissement en faveur de Sri Lanka pour la période allant de 2015 à 2020. Il a été élaboré en tenant compte du développement rapide de cette nation, qui devrait bientôt s'inscrire parmi les pays à revenu intermédiaire. Le COSOP appuie les initiatives prises par les pouvoirs publics afin de maintenir le déficit budgétaire au niveau souhaitable, d'atteindre un ratio dette/PIB de 60% d'ici à 2020 et d'améliorer la balance des paiements. À cet effet, il fait fond sur l'autoévaluation, par le FIDA, de la performance du programme de pays au cours des dix dernières années; sur les résultats d'une évaluation de l'impact des projets menée par le Bureau indépendant de l'évaluation du Fonds; et, enfin, sur des consultations menées auprès d'un large éventail d'institutions gouvernementales, de donateurs bilatéraux, d'organismes multilatéraux, d'entités du secteur privé et de la société civile, ainsi que des populations rurales elles-mêmes.
2. À Sri Lanka, le taux de pauvreté en milieu rural a considérablement reculé au cours des dernières années, pour s'établir à 6,5% en 2013. La répartition inégale des revenus et la concentration géographique sont les deux principales caractéristiques de la pauvreté dans le pays. Les groupes concernés sont principalement les petits exploitants agricoles (cultures et plantations), les travailleurs des plantations, les paysans sans terre, les petits pêcheurs et les artisans pêcheurs, les employés de microentreprises et de petites et moyennes entreprises, les ménages dirigés par une femme, les communautés rurales situées dans des zones fragiles au lendemain du conflit, les chômeurs et les travailleurs sous-employés.
3. Au vu de l'engagement des pouvoirs publics dans une nouvelle dynamique de développement et compte tenu de l'avantage comparatif du FIDA, les objectifs stratégiques (OS) définis pour le programme de pays pour la période 2014-2018 sont les suivants: OS 1 – les petits exploitants bénéficient d'une amélioration durable de la productivité dans le cadre d'un système de subsistance plus résilient; et OS 2 – les populations rurales pauvres, femmes et hommes, sont effectivement raccordées aux marchés. L'OS 1 s'attaque aux insuffisances qui existent au niveau du tissu productif et de l'utilisation de la main-d'œuvre en milieu rural, alors que l'OS 2 préparera les populations rurales à mieux s'intégrer dans la nouvelle économie à revenu intermédiaire de Sri Lanka. Les populations rurales des zones souffrant d'un retard de développement économique, au lendemain du conflit, situées dans les Provinces de l'Est et du Nord, constitueront le groupe cible. La gestion de la mise en œuvre du COSOP sera assurée par le FIDA en collaboration et en coordination avec les pouvoirs publics, et son suivi sera effectué à l'aide du cadre de gestion des résultats du COSOP.
4. Les initiatives menées dans le cadre du programme de pays et portant sur l'articulation des politiques, les partenariats et la gestion des savoirs seront renforcées. Aux fins de la concrétisation des objectifs stratégiques du COSOP, il existe des perspectives d'innovation prometteuses, par exemple: modèles permettant de diversifier la production des petits exploitants; technologies, techniques et pratiques d'agriculture durable dans les zones arides; bonnes pratiques agricoles promues par l'organisation Rainforest Alliance; nouvelles sources de revenus, y compris dans d'autres secteurs; moyens permettant de rattacher les petits producteurs aux acheteurs à grande échelle; et nouveaux moyens de financement, notamment les produits financiers alimentés par les envois de fonds. L'établissement de partenariats plus étroits avec les pouvoirs publics et d'autres partenaires de développement, y compris le secteur privé, facilitera la reproduction à plus grande échelle. La gestion des savoirs et le partage des connaissances seront axés sur le recensement des meilleures pratiques mises au point localement et de plus large envergure, en vue de leur reproduction à plus grande échelle. La coopération Sud-Sud sera facilitée au niveau public et privé.

République socialiste démocratique de Sri Lanka

Programme d'options stratégiques pour le pays

I. Introduction

1. La stratégie précédente du FIDA pour Sri Lanka a été élaborée en 2002. Ce nouveau programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) axé sur les résultats couvre l'éventail des possibilités d'investissement pour la période allant de 2015 à 2020. Il vise à guider le programme de pays du Fonds dans le contexte de l'évolution rapide que connaît Sri Lanka. Il fait fond sur l'autoévaluation, par le FIDA, de la performance du programme de pays au cours des dix dernières années et sur les résultats de l'évaluation de l'impact du Programme de partenariat et d'appui aux moyens de subsistance dans les zones arides qui a été menée à bien en 2013 par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA. Le processus d'élaboration du COSOP a démarré par la constitution de l'équipe de gestion du programme de pays (EGPP) au début de l'année 2013 et la réalisation d'études préparatoires reposant principalement sur des informations déjà publiées. La mission principale de conception du COSOP a été effectuée en juin 2013 par l'équipe de pays du FIDA, qui a mené des consultations auprès d'un large éventail d'institutions gouvernementales, de donateurs bilatéraux, d'organismes multilatéraux et d'entités du secteur privé et de la société civile. Des consultations ont aussi été effectuées au niveau local en juillet et août 2013. La réunion finale de synthèse avec le Gouvernement sri-lankais s'est tenue en décembre 2013. En septembre 2014, une mission du FIDA a permis de valider la teneur du COSOP. À la suite de l'élection présidentielle qui a eu lieu au début de janvier 2015, de nouvelles consultations ont été menées auprès du nouveau gouvernement en janvier et février 2015.

II. Le contexte du pays

A. Économie, agriculture et pauvreté rurale

Situation économique générale

2. Après 26 années d'une guerre civile qui a pris fin en mai 2009, l'économie de Sri Lanka a progressé à un rythme remarquable entre 2010 et 2012, enregistrant une croissance annuelle moyenne de 8%. Le revenu national brut par habitant est passé de 2 400 USD en 2010 à 3 170 USD en 2013, consolidant ainsi le statut de Sri Lanka comme pays à revenu intermédiaire, grâce à un PIB de 67,18 milliards d'USD en 2013. Le pays est en voie d'atteindre la plupart des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et, en termes d'égalité entre les sexes, il soutient favorablement la comparaison avec d'autres pays classés dans sa tranche de revenus. Sri Lanka obtient aussi de bons résultats sur le plan du développement humain, s'étant classé en 2013 en 73^e position sur 187 pays selon l'indice de développement humain, ce qui le place dans la catégorie des pays au développement humain élevé. Dans son premier discours de présentation du budget, le gouvernement nouvellement élu a fixé l'objectif de développement de principe de réduire le taux actuel de pauvreté, qui est de 6,7%, et cela par la création d'un million d'emplois, un accroissement du revenu par habitant à plus de 4 000 USD, le maintien d'un déficit budgétaire inférieur à 5%, la réduction du ratio dette/PIB de 78 à 60% d'ici à 2020, et l'élévation de Sri Lanka au statut de pays à revenu intermédiaire.

Agriculture et pauvreté rurale

3. Secteur agricole. À Sri Lanka, le secteur agricole est constitué de trois éléments – agriculture, aquaculture et élevage –, y compris le sous-secteur de l'agriculture de plantation. Quatre-vingts pour cent de la population du pays vit en milieu rural et participe à l'économie de ces trois éléments et du sous-secteur de l'agriculture de plantation, principalement la production de thé, de caoutchouc et de noix de coco.

Malgré une diminution de la part de l'agriculture dans le PIB (qui était de 11,1% en 2012), celle-ci demeure l'épine dorsale de l'économie et une importante source d'emplois; près d'un tiers de la population active travaille dans le secteur agricole, qui est traditionnellement dominé par la riziculture et les plantations. Les orientations stratégiques du gouvernement concernant l'agriculture visent à assurer des améliorations durables de la production grâce à une productivité accrue, à des revenus durables pour les producteurs et à une meilleure compétitivité sur les marchés. Ses principales préoccupations sont les suivantes: une productivité faible et en déclin; le coût élevé des cultures vivrières de base; une mauvaise utilisation des produits agrochimiques, notamment des engrais, qui porte préjudice à l'approvisionnement en eau et à la qualité des aliments; l'adoption de technologies agricoles inappropriées, voire nuisibles, donnant lieu à une dégradation des terres d'altitude; une mauvaise gestion de l'eau; un manque de compétitivité sur le marché dans le secteur agricole, dû en partie à la mauvaise qualité des produits et à des mesures inadéquates de sécurité sanitaire des aliments; des services de vulgarisation médiocres dus à des ratios petits exploitants/agents de vulgarisation inadéquats; et l'absence de produits financiers en faveur des pauvres. L'agriculture de plantation doit être transformée en un sous-secteur intégré à valeur ajoutée grâce à une meilleure gestion des plantations anciennes moyennant la culture en continu et la remise en état des terres, à une augmentation de la productivité, à l'application de bonnes pratiques agricoles, à la diversification des produits et des marchés, et au resserrement des liens avec le secteur privé.

4. Pauvreté rurale. En termes d'effectifs, le taux de pauvreté rurale est passé de 15,2% en 2007 à 6,5% en 2012, tous secteurs et zones géographiques confondus. Pendant cette période, le coefficient de Gini est tombé à 0,36, révélant ainsi une inégalité moins importante des revenus. La répartition de la pauvreté demeure néanmoins inégale, avec des disparités sectorielles. La majorité des pauvres vivent en milieu rural et dans les grandes exploitations. Une répartition inégale des revenus et la concentration géographique sont les deux principales caractéristiques de la pauvreté dans le pays. Des foyers de vulnérabilité et de pauvreté plus marqués sont souvent liés à des caractéristiques d'ordre géographique. Les contributions très inégales des différentes provinces au PIB témoignent des inégalités de revenu et de la pauvreté qui existent au niveau régional. À Sri Lanka, la malnutrition frappe près d'un tiers des enfants et un quart des femmes. Elle se concentre principalement dans les secteurs plus pauvres, en particulier dans les grandes exploitations, les terres arides et les basses terres côtières où les perspectives économiques sont limitées. La pauvreté n'est pas le seul facteur déterminant de la malnutrition, qui tient aussi à des pratiques d'alimentation inadéquates, à des carences en micronutriments et aux maladies.
5. Les groupes de population les plus touchés par la pauvreté sont les petits exploitants agricoles; les travailleurs des plantations; les petits pêcheurs et les artisans pêcheurs; les ménages dirigés par une femme; les chômeurs, les travailleurs sous-employés et les paysans sans terre, en particulier les jeunes et les femmes; les travailleurs dans le secteur des microentreprises et des petites et moyennes entreprises (PME) (artisans dans le secteur de la poterie, de la canne à sucre, de la dentelle, etc.); et les travailleuses saisonnières peu qualifiées. Les populations des zones arides et les communautés côtières sont particulièrement vulnérables aux effets du changement climatique, qui contribuent à leur appauvrissement.
6. Les zones sortant d'un conflit offrent de nouvelles perspectives de développement, mais elles présentent aussi des facteurs de grande fragilité qu'il est nécessaire de traiter pour assurer une réduction globale de la pauvreté. En 2009, au lendemain du conflit, le gouvernement précédent et ses partenaires avaient lancé plusieurs initiatives de reconstruction et de relèvement visant à favoriser la réinstallation des personnes déplacées et la remise en état des biens, et à promouvoir des mesures de

développement à plus long terme. Le gouvernement actuel continuera sur cette voie tout en agissant de manière plus systématique en faveur de l'équité sociale.

7. Envois de fonds. Sri Lanka a une économie de marché relativement petite et ouverte, mais le pays compte néanmoins sur une population active expatriée de près de 1,7 million de personnes, dont les envois de fonds ont représenté, en 2013, environ 7 milliards d'USD, soit près d'un tiers des recettes en devises du pays et 11% du PIB. Environ 10% des ménages, vivant pour la plupart en milieu rural, sont bénéficiaires d'envois de fonds. Dans la plupart des cas, ces transferts sont destinés en priorité à financer des initiatives de logement et de travail autonome.
8. Environnement, gestion des ressources naturelles et changement climatique. En termes de développement général, la base de ressources naturelles du pays et son climat tropical offrent des possibilités à saisir mais comportent aussi des défis. La capacité potentielle à produire une gamme diversifiée de produits issus de l'agriculture et de l'élevage constitue le principal élément favorable. Les défis à relever sont l'appauvrissement du couvert forestier; la dégradation des terres; une mauvaise utilisation des produits agrochimiques, y compris les engrais chimiques; la pollution des eaux intérieures et des écosystèmes marins et côtiers; et l'utilisation non viable des ressources naturelles. S'agissant d'un État insulaire, Sri Lanka est particulièrement vulnérable aux changements climatiques, accompagnés d'une élévation continue de la température ambiante et de précipitations de plus en plus variables, et susceptibles d'avoir une incidence sur la productivité agricole et sur la sécurité alimentaire et de l'eau. Les communautés côtières pourraient aussi pâtir de l'élévation du niveau de la mer, de la fréquence accrue des ondes de tempête et des inondations côtières.

B. Politiques, stratégies et contexte institutionnel

Le contexte institutionnel national

9. Le nouveau Ministère de la planification des politiques et des affaires économiques a été chargé par le gouvernement de coordonner l'aide publique au développement. La composante locale de l'EGPP était pilotée par le Ministère des finances. Le FIDA a établi d'étroites relations de travail avec les ministères chargés de la planification des politiques et des affaires économiques, de l'agriculture, du développement des pêches et des ressources aquatiques, des plantations, du logement et du programme de lutte contre la pauvreté Samurdhi et, enfin, des conseils provinciaux et des collectivités locales. D'autres partenaires importants interviennent dans la mise en œuvre du programme de pays, notamment un certain nombre d'institutions de microcrédit (Banque régionale de développement, Société coopérative de développement des services aux femmes), d'entreprises agroalimentaires (Cargill [Ceylan], Nestlé, Milco, etc.), d'institutions gouvernementales au niveau des provinces et des districts, d'entités de la société civile et d'organisations locales (y compris les organisations paysannes).

La stratégie nationale de réduction de la pauvreté rurale

10. Le principal document d'orientation définissant la stratégie nationale de réduction de la pauvreté rurale est le cadre d'action gouvernementale en faveur du développement, complété par le programme électoral du gouvernement actuel et la déclaration budgétaire pour 2015. Le cadre d'action vise à concrétiser les OMD avant la date prévue en éliminant la faim et en éradiquant la pauvreté profonde. Dans son discours de présentation du budget, le gouvernement s'est exprimé en ces termes: "Nous [le gouvernement] n'avons pas les moyens d'enrichir rapidement ceux qui vivent dans le dénuement. Mais nous pouvons, en peu de temps, bâtir une société libérée de la pauvreté." La déclaration budgétaire du gouvernement vise donc à:
 - i) assurer le développement des villages en les transformant en des "microcentres de croissance de conception moderne";
 - ii) mettre l'accent sur le développement régional, en particulier dans les Provinces du Nord et de l'Est, pour mieux rétablir les moyens d'existence des populations, réactiver les services et les équipements,

remettre en état les infrastructures et renforcer les capacités humaines; et iii) encourager le développement des entreprises et promouvoir l'agriculture à caractère domestique afin de favoriser une croissance économique sans exclusive. Ces stratégies sont mises en œuvre dans le cadre du Samurdhi, le programme national de lutte contre la pauvreté et de promotion du développement rural, qui soutient l'économie des villageois grâce à des activités à volets multiples: services de crédit plus poussés; renforcement des compétences techniques; assistance en matière de commercialisation et de technologie pour les petites entreprises et les microentreprises (agriculture, pêches, élevage, artisanat, etc.); banques communautaires pour la mobilisation de l'épargne; et initiatives régionales de développement.

Harmonisation et alignement

11. L'appropriation nationale du programme de pays du FIDA est essentielle à la réussite des opérations. À cette fin, il est crucial de faire en sorte que le programme de pays apporte un appui effectif aux politiques, aux institutions et aux programmes nationaux. En particulier, le gouvernement a accompli d'importants progrès dans l'élaboration de cadres de résultats au niveau du secteur public, en lien avec le plan d'action national. Le FIDA coordonne les activités menées dans le cadre de son programme de pays avec les organismes publics, la communauté internationale du développement et le système des Nations Unies. Il concourt à l'accomplissement des objectifs du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) 2013-2017 et, plus particulièrement, à la concrétisation des cibles du premier pilier du PNUAD, à savoir une croissance économique équitable et des moyens d'existence durables. Le FIDA est membre de l'équipe de pays des Nations Unies et prend part aux activités du groupe de travail de l'équipe concernant le premier pilier du PNUAD. Il participe aussi aux travaux du Groupe de travail sur le développement du secteur privé du Forum des partenaires de développement, qui réunit l'ensemble des organismes multilatéraux et bilatéraux œuvrant à Sri Lanka. Le Fonds entretient des contacts étroits avec tous les organismes donateurs bilatéraux et multilatéraux et engage des consultations régulières avec eux dans le cadre des missions du projet, afin d'encourager l'apprentissage, d'éviter le chevauchement des activités et d'étudier de nouvelles possibilités de partenariat.

III. Enseignements tirés de l'expérience du FIDA dans le pays

A. Résultats, impact et performance des opérations antérieures

12. Le FIDA a financé un total de 16 projets à Sri Lanka depuis 1978, pour une valeur globale d'environ 400 millions d'USD, dont 238,90 millions d'USD à titre d'engagements sous forme de prêts. Actuellement, trois projets sont en cours d'exécution. La stratégie du FIDA en matière de projets a évolué au fil des ans: dans les années 1980, les projets s'inscrivaient essentiellement dans une approche intégrée du développement rural; dans les années 1990, le Fonds a progressivement adopté une approche de collaboration faisant intervenir les ONG, les organisations locales et le secteur privé dans la planification des projets et leur mise en œuvre; et maintenant, depuis le début des années 2000, les projets privilégient la commercialisation de l'agriculture et une approche axée sur la chaîne de valeur. Le FIDA a concentré son action dans trois zones géographiques: les zones arides des Provinces du Nord et de l'Est; les zones de plantation gérées par de petits exploitants dans la Province du Centre; et, enfin, les districts côtiers de l'Est et du Sud frappés par le tsunami de 2004. Le projet le plus récent est mis en œuvre dans la Province du Nord et concourt directement à la reconstruction au lendemain du conflit. Globalement, plus de 2,2 millions de pauvres ont ainsi été bénéficiaires de projets financés par le Fonds à Sri Lanka.
13. Les projets du FIDA ont contribué à accroître les revenus des ménages bénéficiaires. Dans les zones arides, les revenus des cultivateurs ont plus que doublé grâce à la

production de semences fournies dans le cadre des projets. Les revenus des femmes participant au système de prêts mis en place ont augmenté, et cela à raison de 32% pour les entreprises agroalimentaires et de 47% pour les activités commerciales. Dans les plantations gérées par de petits exploitants, l'utilisation de réservoirs de stockage de l'eau et la mise en place de filets protecteurs ont permis d'améliorer la productivité légumière, avec un accroissement de 40% du revenu brut des bénéficiaires. Dans les zones côtières, l'augmentation du revenu mensuel des ménages bénéficiaires a été en moyenne de 15%.

14. Tous les projets menés à bien ont permis de renforcer la sécurité alimentaire. Dans les zones arides, la productivité agricole a été améliorée grâce aux nouvelles pratiques mises en œuvre dans le cadre des interventions du FIDA. Les petits réseaux d'irrigation mis en place au titre des projets ont permis d'assurer une meilleure disponibilité de l'eau pour la production de riz paddy et d'augmenter ainsi l'intensité des cultures de 50% pendant la saison maha (pluvieuse) de 2010-2011 et de 410% pendant la saison yala (sèche) de 2011. Dans les districts côtiers, environ 20% des ménages bénéficiaires ont fait état d'une amélioration de leur sécurité alimentaire, contre 13% des ménages non visés.
15. Le Programme post-tsunami de remise en état et de gestion des ressources dans les zones côtières a permis au FIDA d'acquérir de l'expérience en œuvrant pendant la période 2010-2013, au lendemain du conflit, dans les zones fragiles de la Province de l'Est, aux côtés des institutions qui s'efforçaient de sortir de la crise. La flexibilité des opérations, la volonté de travailler avec de nombreux partenaires et un système de gestion décentralisée ont facilité l'exécution des interventions du FIDA dans les zones visées et ont permis au Fonds d'obtenir la plupart des résultats escomptés. Une initiative de financement rural menée au titre du programme a piloté la fourniture de services de développement d'entreprises en faveur de la population cible, parvenant à convaincre les banques d'accorder des prêts aux PME sur garanties de groupements sociaux. Environ 80% des bénéficiaires de ces prêts étaient des femmes.
16. L'autonomisation des femmes est une importante incidence des interventions menées dans le cadre des projets du FIDA. Les femmes qui ont participé aux activités représentaient entre 40 et 60% du total des participants, et elles occupaient près de la moitié des postes clés au sein des organisations rurales. La plupart des bénéficiaires des prêts sont aussi des femmes (entre 60 et 100%).

B. Enseignements tirés

17. Les principaux enseignements à tirer de l'expérience opérationnelle acquise par le FIDA à Sri Lanka sont les suivants: i) les interventions menées par le Fonds dans divers domaines (amélioration de la productivité des terres pour la production agricole domestique et l'agriculture de plantation, remise en état des réseaux d'irrigation, pêches, développement des entreprises rurales, financements ruraux et microcrédit, développement des filières et renforcement de l'infrastructure rurale) concourent à la réduction de la pauvreté; ii) le ciblage géographique comportant la sélection rigoureuse des secteurs en situation de grande pauvreté en tant que zones de projet constitue une stratégie efficace; iii) la participation du secteur privé aux projets du FIDA est solide et durable lorsque les mécanismes d'exécution sont flexibles, que les quantités de produits nécessaires pour répondre aux exigences du marché sont disponibles et que de solides alliances stratégiques ont été nouées; iv) les modèles de participation à la mise de fonds, assortis de cadres juridiques appropriés, donnent de bons résultats; v) lorsque les bénéficiaires du projet sont trop largement tributaires des services publics de vulgarisation, les résultats attendus de l'intervention sont moins susceptibles d'être obtenus; vi) les institutions rurales locales sont fortes pour ce qui concerne le développement et la gestion des ressources collectives, mais elles ne sont pas toujours efficaces lorsqu'il s'agit d'entreprises commerciales axées sur le marché; vii) les financements ruraux et le microcrédit constituent un instrument efficace pour la prestation de services

financiers en faveur des pauvres; viii) la gestion du projet, le suivi-évaluation, la gestion financière et les achats constituent des enjeux courants et récurrents; et ix) le taux de rotation élevé du personnel entrave la mise en œuvre efficace des projets: la mise en place d'un système administratif à deux niveaux constitué d'un haut fonctionnaire de l'organisme gouvernemental chef de file du projet, agissant en qualité de directeur de projet, et d'un responsable de projet recruté à cet effet permet d'améliorer l'efficacité.

IV. Cadre stratégique du FIDA pour le pays

A. Avantage comparatif du FIDA

18. Sri Lanka, qui était un pays à faible revenu, est aujourd'hui un pays à revenu intermédiaire. À partir de 2007, le pays s'est tourné de plus en plus vers les nouveaux donateurs bilatéraux et le secteur du crédit commercial, tandis que les partenaires de développement bilatéraux traditionnels réduisaient ou éliminaient progressivement leurs opérations dans le pays. Les principales institutions financières internationales et les nouveaux donateurs bilatéraux privilégient des interventions de niveau macroéconomique et se concentrent sur le développement économique des Provinces du Nord et de l'Est, et sur certains secteurs: routes et transport (y compris les autoroutes), énergie, eau et assainissement. Les initiatives de développement financées par des donateurs s'attaquent de moins en moins aux défis de la pauvreté rurale et de l'aide aux petites exploitations agricoles, en particulier dans les districts plus pauvres et les zones reculées.
19. C'est dans ce contexte que le gouvernement a choisi le FIDA comme principal partenaire de son action en faveur du développement rural et de sa lutte contre la pauvreté. Le Fonds aura un rôle important à jouer en aidant les populations rurales pauvres dans les nouveaux villages et dans certains sous-secteurs, notamment en introduisant à titre pilote des moyens innovants et efficaces permettant de réduire durablement la pauvreté rurale et susceptibles d'être reproduits à plus grande échelle par le gouvernement et/ou d'autres partenaires de développement. Le programme de pays tirera parti des possibilités existantes en reproduisant à plus grande échelle l'appui à certains sous-secteurs liés à l'agriculture et en privilégiant des approches et des techniques efficaces, respectueuses de l'environnement et intelligentes face au climat pour assurer une amélioration durable de la productivité; et il mettra sur les innovations axées sur le marché et les instruments à l'intention des petits exploitants, avec le renforcement des capacités et le renforcement institutionnel nécessaires.

B. Objectifs stratégiques

20. Le FIDA apportera son appui à la stratégie nationale de réduction de la pauvreté rurale et soutiendra les orientations stratégiques pour les sous-secteurs liés à l'agriculture, qui préconisent l'instauration de la sécurité alimentaire, à un accroissement durable des revenus des agriculteurs, à une amélioration de la production et de la productivité, et à la gestion viable de l'environnement. Conformément à ce cadre d'action, le programme de pays du FIDA encouragera une participation large et intense du secteur privé (lorsque celle-ci peut contribuer à l'accomplissement de ces objectifs) et des PME œuvrant dans les secteurs de l'agriculture, des pêches, de l'élevage et des plantations. Sur la base du programme de développement du gouvernement et compte tenu des avantages comparatifs du FIDA, les objectifs stratégiques définis pour le programme de pays du Fonds jusqu'en 2020 sont les suivants:
 - OS 1: Les petits exploitants bénéficient d'une amélioration durable de la productivité dans le cadre d'un système de subsistance plus résilient. L'OS 1 tire parti de l'expérience acquise par le FIDA dans le cadre de projets antérieurs et contribue directement au traitement des causes de la pauvreté rurale liées à des facteurs de production inefficaces, à une faible

productivité due à la dégradation des ressources naturelles et principalement des terres, à l'adoption de technologies agricoles préjudiciables et au manque de possibilités dans d'autres secteurs. Cet objectif est pleinement aligné sur les priorités sectorielles du gouvernement, ainsi qu'il a été souligné dans la sous-section précédente, et il tient compte des liens croissants qui unissent la croissance urbaine et rurale et la création d'emplois. L'adaptation au changement climatique sera un élément essentiel à prendre en compte au moment de la conception des projets.

- OS 2: Les populations rurales pauvres, femmes et hommes, sont effectivement raccordées aux marchés. L'OS 2 suppose la reproduction à plus grande échelle des expériences acquises par le FIDA dans le cadre des projets en cours d'exécution, s'agissant du développement des filières liées aux consommateurs urbains, l'amélioration des liens avec le marché grâce à des partenariats efficaces avec les secteurs public et privé, et la mobilisation de produits financiers innovants. La stratégie mise en œuvre permettra de s'attaquer aux causes de la pauvreté liées au chômage, à un accès limité à des marchés rémunérateurs et à des infrastructures financières insuffisantes. Cet objectif est aligné sur les priorités du gouvernement en matière de développement et tient compte des exigences et des caractéristiques de l'économie en essor d'un pays à revenu intermédiaire.

C. Perspectives d'innovation

21. Il existe un certain nombre d'approches à l'efficacité avérée pour promouvoir l'innovation et faciliter la reproduction à plus grande échelle. Les activités à mener en vue de l'accomplissement de l'OS 1 encourageront l'adoption de modèles innovants propres à accroître la productivité des petites plantations; de modèles permettant d'assurer une meilleure intégration des cultures et de l'élevage; de technologies agricoles viables dans les zones arides et qui soient à la fois intelligentes et résilientes face au climat, moins préjudiciables à l'environnement et plus efficaces en termes de coût; des bonnes pratiques agricoles promues par l'organisation Rainforest Alliance et par Unilever pour réduire au minimum l'utilisation de produits agrochimiques dans la production de thé; du modèle de la formation à l'entrepreneuriat agricole et de certains éléments du modèle de la ferme-école; et de modèles pour le recensement de nouvelles sources de revenus, selon une stratégie de ciblage sans exclusive couvrant les zones fragiles de la Province de l'Est, au lendemain du conflit. Le programme d'apprentissage relatif à l'OS 1 portera sur plusieurs aspects: i) l'utilisation abusive de produits agrochimiques, les recommandations aux agriculteurs concernant l'usage des engrais en fonction des conditions du sol et sur la base d'une évaluation des éléments nutritifs assimilables par les végétaux, ainsi que la question connexe de la sécurité sanitaire des aliments; ii) les efforts de mécanisation qui sont inopportuns dans la mesure où ils tendent à accroître les insuffisances au niveau du système de production tout en alourdissant les coûts; et iii) l'exploitation des hautes terres pour les campagnes annuelles sans une protection suffisante contre l'érosion, ni une étude de la rotation des cultures.
22. S'agissant de l'OS 2, le programme de pays misera sur le vif intérêt manifesté par le secteur privé et les acteurs clés au sein des institutions financières, et tirera parti des partenariats établis avec les petits exploitants agricoles dans le cadre des projets en cours. Il s'agira essentiellement d'affiner les accords de partenariat et de reproduire à plus grande échelle ceux qui ont prouvé leur efficacité, en particulier dans les domaines suivants: liens commerciaux, contrats de vente à terme ou de rachat, traitement des récoltes et autres produits agricoles, valorisation des produits agroalimentaires, entreposage et transport, modèles de participation à la mise de fonds et accords de responsabilité partagée; investissements conjoints dans les centres de traitement de la part des organisations paysannes et du secteur privé; et appui à des centres de collecte pour les produits agricoles et primaires transformés.

La mobilisation de financements supplémentaires moyennant des fonds garantis et autres produits financiers novateurs, y compris ceux qui sont alimentés par les envois de fonds, sera également facilitée.

D. Stratégie de ciblage

23. La stratégie de ciblage du programme de pays sera pleinement conforme à la politique du FIDA en la matière. Les projets viseront les districts et les zones où l'incidence de la pauvreté est plus élevée et les localités qui, au lendemain du conflit, sont confrontées à des problèmes de développement spécifiques du fait de leur situation géographique. Les principaux groupes cibles sont les suivants: i) les petits exploitants pratiquant une agriculture domestique et gérant des plantations; ii) les petits pêcheurs, les artisans pêcheurs et les femmes qui travaillent dans le secteur de la pêche; iii) les travailleurs sans terre, en particulier dans le secteur des plantations; iv) les jeunes ruraux; et v) les femmes, et notamment les ménages dirigés par une femme. La prise en compte de la problématique hommes-femmes et l'autonomisation des femmes demeureront un élément central de la conception et de l'exécution des projets.

E. Articulation au niveau des politiques

24. L'articulation du programme de pays au niveau des politiques sera guidée par les objectifs stratégiques du COSOP. Compte tenu de son orientation stratégique sur un nombre restreint de thèmes, en particulier l'agriculture paysanne, les liens avec le secteur privé, le développement des PME et le financement rural, le FIDA aura un rôle important à jouer en fournissant les éléments factuels qui permettront aux pouvoirs publics et aux parties prenantes nationales de procéder à l'examen des politiques et d'engager une concertation dans ce domaine. Ces éléments permettront aussi d'étayer le programme de reproduction à plus grande échelle du COSOP. Le programme d'action portera principalement sur les points suivants: régimes fonciers, en particulier ceux qui sont applicables aux petits producteurs de thé et de caoutchouc; incitations à la diversification et à l'intégration des cultures et de l'élevage; initiatives et modèles de partenariat efficace avec le secteur privé; renforcement institutionnel durable des organisations communautaires; développement et diversification des PME; et initiatives ou produits sur lesquels miser pour une utilisation productive des envois de fonds. Les projets actuels et futurs constitueront la plateforme principale sur laquelle le FIDA s'appuiera pour fournir des éléments factuels et guider le dialogue sur ces questions. Des ateliers, des tribunes et des initiatives d'ampleur nationale portant sur la lutte contre la pauvreté rurale seront les instruments utilisés pour étayer le débat sur les politiques. Afin d'enrichir ces processus, une plus grande attention sera donnée à l'acquisition de savoirs et à la diffusion des connaissances acquises dans le cadre des activités de projet appuyées par le FIDA. Pour promouvoir ce programme d'action, les projets seront conçus en collaboration avec les pouvoirs publics et d'autres parties prenantes et dans le cadre d'une coopération Sud-Sud et triangulaire.

V. Gestion du programme

A. Suivi du programme de pays

25. Le suivi de l'avancement de la mise en œuvre du COSOP sera effectué sur la base du cadre de gestion des résultats du programme. Les principaux indicateurs de résultat et d'étape de ce cadre ont été mis au point à partir des résultats attendus des projets en cours et des nouveaux projets susceptibles d'être mis en œuvre pendant la période couverte par le COSOP. Le Ministère des finances et le FIDA procéderont conjointement à l'examen annuel du COSOP. À partir de 2015, l'équipe de pays du FIDA établira un rapport intérimaire annuel. L'examen à mi-parcours du COSOP aura lieu au début de 2018, et l'examen à l'achèvement sera effectué à la fin de 2020. Lors des examens annuels et de l'examen à mi-parcours, la souplesse intrinsèque du COSOP permettra de réaligner les priorités du programme de pays sur les nouvelles politiques et priorités nationales.

B. Gestion du programme de pays

26. Le FIDA gèrera la mise en œuvre du COSOP en étroite collaboration et en coordination avec le gouvernement et d'autres partenaires actifs. Le principal instrument sera l'EGPP (dont une composante locale et une composante émanant du siège du FIDA). Le Fonds continuera d'assurer la supervision directe de ses projets à Sri Lanka et interviendra de manière proactive à l'appui de l'exécution des projets en cours. Ce soutien viendra s'ajouter au processus de supervision et portera tant sur des questions spécifiques au projet considéré que sur des aspects communs à l'ensemble des projets mis en œuvre. Le bureau de pays du FIDA jouera un rôle clé dans divers domaines: supervision des projets et appui à leur exécution; mise en commun des enseignements tirés de l'expérience au profit des projets appuyés par le Fonds; et appui à la concertation sur les politiques, renforcement des partenariats et gestion des savoirs. Le processus annuel d'examen de la mise en œuvre du programme de pays sera poursuivi.

C. Partenariats

27. Pendant la période couverte par le COSOP, le FIDA renforcera ses partenariats avec le gouvernement, y compris le Ministère des finances, le Ministère de la planification des politiques et des affaires économiques, divers autres ministères et organismes techniques et les parties prenantes de la société civile et du monde universitaire. Le Fonds étudiera également les possibilités de cofinancement et d'autres formes de partenariat possibles avec la communauté du développement, y compris les institutions multilatérales et les organismes donateurs bilatéraux. Des partenariats avec des donateurs non traditionnels ou d'autres bailleurs de fonds seront envisagés, en particulier pour l'utilisation des envois de fonds ou d'autres sources de financement. Le FIDA continuera d'apporter son concours au processus du PNUAD et travaillera en étroite collaboration avec les autres organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome, tant aux fins d'une concertation sur les politiques dans le pays qu'au niveau opérationnel. Les parties prenantes du secteur privé ont été des partenaires dynamiques dans tous les projets du FIDA en cours d'exécution à Sri Lanka, et le programme de pays permettra de renforcer ces liens moyennant la mise en commun proactive des informations, la tenue régulière de consultations et de réunions bilatérales, le cofinancement des projets et la promotion d'accords de partenariat améliorés entre les petits producteurs œuvrant dans les zones de projet et les entreprises du secteur privé. La coopération Sud-Sud et triangulaire sera également facilitée. Le FIDA est bien placé pour promouvoir cette coopération entre Sri Lanka et d'autres pays membres du Fonds, au sein de la sous-région comme au-delà. Cette coopération pourrait consister en des activités visant à favoriser la mise en commun des savoirs avec d'autres pays à revenu intermédiaire; des visites d'immersion dans d'autres pays et la formation de responsables sri-lankais, du personnel de projet et de représentants des agriculteurs; et le transfert des données d'expérience de Sri Lanka.

D. Gestion des savoirs et communication

28. Les activités relatives à la gestion des savoirs et à la communication seront guidées par la stratégie du FIDA en la matière. Le programme de gestion des savoirs permettra de faciliter la concertation sur les politiques, de promouvoir l'apprentissage et de diffuser les données d'expérience acquises. Au niveau du programme de pays, les dispositifs déjà en place – bulletins, études spéciales et appui à la mise en commun des informations, des données d'expérience et des savoirs entre les projets et au sein des projets, ainsi qu'avec d'autres partenaires de développement – seront maintenus et améliorés. À l'échelon des projets, la gestion des savoirs et l'apprentissage seront guidés par un programme d'action que les responsables de projet mettront au point pendant la première année d'exécution, et assurés par l'équipe de pays du FIDA et dans le cadre de missions de supervision. La mise en commun des savoirs et l'apprentissage entre projets seront facilités par des moyens divers: visites d'échange (au niveau local ou dans d'autres pays), examens

annuels du programme de pays, ateliers, etc. Le programme de pays encouragera le partage, avec d'autres pays à revenu intermédiaire, des données d'expérience et des savoirs de Sri Lanka dans le domaine de la lutte contre la pauvreté rurale. La coopération avec le gouvernement en matière de savoirs fera l'objet d'une attention particulière pendant la période couverte par le COSOP. L'équipe de pays travaillera en collaboration avec le Ministère des finances, le Ministère de la planification des politiques et des affaires économiques et les organismes chefs de file, afin de réunir des éléments d'information sur les données d'expérience et des enseignements susceptibles de jeter les bases de la concertation pour l'examen des politiques et de guider la planification de la reproduction à plus grande échelle. Sous réserve de la disponibilité des fonds nécessaires, l'équipe de pays apportera également son appui à des activités et manifestations visant à encourager le transfert à Sri Lanka des connaissances acquises par le FIDA, y compris en matière de bonnes pratiques.

E. Cadre de financement SAFFP

29. Le COSOP couvrira deux cycles du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFFP): 2013-2015 et 2016-2018. Selon la formule actuelle du SAFFP, le montant des fonds du FIDA en faveur de Sri Lanka est estimé à environ 26 millions d'USD pour 2013-2015. Le tableau 1 montre comment le calcul de cette allocation est effectué. Les fonds seront utilisés pour élaborer un projet par cycle du SAFFP, et un montant de 1 à 2 millions d'USD sera réservé au financement d'activités hors investissement (ou hors prêts).

Tableau 1
Calcul de l'allocation SAFFP pour la première année du COSOP

	<i>Indicateur</i>	<i>COSOP année 1</i>
Notes évaluant le secteur rural		
A i)	Dispositif politique et juridique encadrant les organisations rurales	3,75
A ii)	Concertation entre le gouvernement et les organisations rurales	3,63
B i)	Accès à la terre	3,56
B ii)	Accès à l'eau à usage agricole	3,13
B iii)	Accès aux services de recherche et de vulgarisation agricoles	3,67
C i)	Conditions propices au développement des services financiers ruraux	4,00
C ii)	Climat des investissements pour les entreprises rurales	4,08
C iii)	Accès aux marchés des intrants et des produits agricoles	4,08
D i)	Accès à l'éducation dans les zones rurales	5,44
D ii)	Représentation	4,50
E i)	Affectation et gestion des fonds publics en faveur du développement rural	3,31
E ii)	Obligation redditionnelle, transparence et corruption dans les zones rurales	3,56
	Total des notes cumulées	46,71
	Moyenne des notes cumulées	3,89
	Note des projets à risque (PAR)	4
	Indice d'évaluation des politiques et institutions nationales	3,93
	Note du pays	3 959
	Allocation annuelle (en USD)	9 510 132

Tableau 2
Relations entre les indicateurs de performance et la note du pays

<i>Scénario de financement</i>	<i>Note PAR (+/- 1)</i>	<i>Note de performance du secteur rural (+/- 0,3)</i>	<i>Variation en pourcentage de la note SAFP du pays par rapport à l'hypothèse de base</i>
Hypothèse basse	3	3,59	-23%
Hypothèse de base	4	3,89	0%
Hypothèse haute	5	4,19	26%

F. Risques et gestion des risques

30. Les principaux risques liés aux deux objectifs stratégiques du programme de pays du FIDA et les mesures à prendre pour les atténuer sont les suivants:

- Attention insuffisante portée à la pauvreté et accaparement des avantages des projets par les élites: risque moyen à élevé. Le FIDA pourrait prendre les mesures d'atténuation suivantes: i) vigilance au stade de la conception et de l'exécution des projets avec, si possible, la promotion d'activités présentant en soi davantage d'intérêt pour les groupes les plus démunis que pour les plus aisés, au sein des communautés rurales; ii) attention suffisante portée au ciblage de la pauvreté dans le cadre des activités de supervision et de mise en œuvre; iii) sensibilisation à l'ingérence des élites locales, grâce à l'autonomisation des participants aux projets; iv) notification à l'organisme chef de file des cas de ciblage inapproprié, avec éléments factuels à l'appui; et v) systèmes de suivi efficaces permettant de valider le ciblage.
- Environnement peu susceptible de favoriser l'engagement du secteur privé: risque moyen dans la mesure où le cadre d'action des secteurs public et privé est en évolution et où: i) certaines politiques (politiques de tarification applicables aux principales cultures vivrières, par exemple) n'encouragent pas le développement des filières; ii) les coûts de transaction demeurent élevés pour les négociants qui traitent avec les producteurs ruraux; et iii) les contrats de vente sont susceptibles d'être rompus par l'une ou l'autre des parties. Ce risque pourrait être atténué en prenant les mesures suivantes: i) amélioration des circuits de commercialisation, transformation et conditionnement plus appropriés des produits; ii) mise en place de mécanismes de sensibilisation permettant d'assurer une meilleure compréhension des obligations contractuelles, en particulier de la part des petits producteurs, et préparation de ceux-ci à satisfaire la demande du marché (en particulier en termes de qualité); iii) étroite collaboration avec les partenaires de développement animés du même esprit afin d'assurer un environnement commercial plus propice; iv) promotion de l'offre groupée de produits dans le cadre des organisations de producteurs; et v) contrats/accords de vente clairs, établis d'un commun accord et juridiquement solides, soutenus par des mécanismes et des processus d'exécution efficaces.
- Mauvaise gestion des projets: risque moyen, qui pourrait être atténué en prenant les mesures suivantes: i) dialogue et suivi constants avec les ministères responsables visant à affecter des personnes compétentes à la gestion des projets et à réduire au minimum les mouvements de personnel; ii) appui à l'exécution des projets fourni en amont par le bureau de pays du FIDA, moyennant en particulier une participation aux débats sur les politiques aux côtés des autorités gouvernementales afin de modifier les systèmes de rétribution du personnel attaché aux projets bénéficiant d'un financement extérieur; et iii) intégration du processus de gestion des projets au sein de l'organisme chef de file, ou utilisation de fonctionnaires gouvernementaux pour s'acquitter des fonctions du personnel de base des projets.

- Engagement insuffisant du secteur public dans la gestion des savoirs et la communication: risque moyen, susceptible de miner le fondement même des examens reposant sur des éléments factuels et de l'étude des politiques et des stratégies en matière de création d'emplois et de revenus pour les petits exploitants agricoles. Ce risque pourrait être atténué en prenant les mesures suivantes: i) choix de sujets appropriés et diffusion d'exemples illustrant la manière dont le FIDA gère le développement et le transfert de la gestion des savoirs à Sri Lanka et dans d'autres pays de la région; et ii) affectation de ressources provenant des dons à des tribunes pour la diffusion des savoirs et la communication des résultats. La communication et la sensibilisation assurées par les programmes du FIDA à Sri Lanka seraient ainsi mises en évidence.
- Risque lié à la gestion financière et aux achats: risque moyen à élevé. Selon l'indice de perception de la corruption 2012 de Transparency International, Sri Lanka se classe en 79^e position sur 176 pays. Pour mieux atténuer ce risque, le FIDA prendra les mesures suivantes: i) dispositions visant à assurer des contrôles et des contrepoids adéquats pour ce qui est des achats et de la gestion financière au niveau des projets; ii) examens périodiques des aspects fiduciaires dans le cadre de missions de supervision; iii) modalités d'audit interne et externe adéquates; et iv) soutien au renforcement des capacités pour combler les lacunes en termes de capacités au niveau des projets.

COSOP consultation process

1. The COSOP formulation process started in February 2013 involving the formation of the in-country component of the Country Programme Management Team (CPMT), preparation of background papers and consultations with all the main stakeholders for rural poverty reduction in Sri Lanka.
2. In-country CPMT. This was formed and coordinated by the then (2014) Ministry of Finance and Planning (MOFP), and is composed of representatives from the following government institutions:
 - 1) MOFP: Department of External Resources (chair); Department of National Planning
 - 2) Ministry of Agriculture
 - 3) Ministry of Fisheries and Aquatic Resources Development
 - 4) Ministry of Livestock Development
 - 5) Ministry of Plantation Industry
 - 6) Ministry of Local Government and Provincial Councils
 - 7) Central Bank of Sri Lanka
 - 8) Project Directors of all IFAD-financed ongoing projects (a total of 5 at the time of COSOP formulation)
3. Background papers. From March to June 2013, a series of background papers were commissioned and prepared by a team of national consultants, for the purpose of informing the main COSOP design mission by providing the most up-to-date account of the rural poverty related sectors and cross-cutting topics that are relevant to the COSOP. These involve the following:
 - 1) Agriculture (Gamini Hitinayake, Senior Lecturer, University of Peradeniya, Sri Lanka);
 - 2) Fisheries and aquatic resources (Claude Fernando, Fisheries Biologist);
 - 3) Smallholder plantations (Gamini Hitinayake);
 - 4) Irrigation (Mahinda Panapitiya, Irrigation Engineer);
 - 5) Microfinance (Bodhi Wanniarachchi, consultant);
 - 6) Baseline poverty analysis (Anoja Wickramasinghe, Professor, University of Peradeniya, Sri Lanka);
 - 7) Private-public partnerships for agribusiness development (Bodhi Wanniarachchi);
 - 8) Environment and climate change (Gamini Hitinayake);
 - 9) Remittances (IFAD design team); and
 - 10) Self-assessment of the performance of IFAD's country programme (Anoja Wickramasinghe).

The first five are sector papers while the last five are papers on cross-cutting topics. The in-country CPMT met on 19 June 2013 to discuss the main findings of the background papers.

4. **Development partners.** The IFAD COSOP design mission was conducted from 10 June to 20 June 2013. During this period, broad-based consultations were undertaken with government ministries, foreign embassies, bilateral donors and multilateral development agencies. The team had meetings and discussions with Asian Development Bank (ADB), Agence Francaise de Development (AFD), Canadian International Development Agency (CIDA), Deutsche Gesellschaft fur Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH, European Union Delegation, Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO), French Embassy, Japan International Cooperation Agency (JICA), Netherlands Embassy, Norwegian Embassy, United Nations Development Fund (UNDP), United States Agency for International Development

(USAID), World Food Programme (WFP), and the World Bank. These meetings and consultations served the main purpose of (i) exchanging views on the country context (especially the aspects pertinent to poverty reduction and smallholder agriculture), and on operational lessons and experiences as well as those emerged from interactions with the government; (ii) sharing information on respective country programmes, for both country strategy and operations; and (iii) exploring areas of cooperation and joint work.

5. The IFAD team also had several rounds of contacts and communications with a number of other bilateral agencies which were unable to meet with the IFAD team, including AusAID of Australia, KoICA of Korea, Saudi Fund of Saudi Arabia, DFID of UK, etc.
6. Private sector and other stakeholders. During the 10-20 June mission, the IFAD team organized two consultation workshops to solicit views and opinions from the private sector, non-governmental organizations, microfinance institutions and banks, service providers, research institutes, etc., including: Cargills Ceylon PLC., CIC Seeds (Pvt) Ltd, J K Marketing (Pvt) Ltd (John Keels PLC.), Daya Group of Companies, Bio Foods (Pvt) Ltd, Lanka Canneries Ltd, Ceylon Agro Industries Ltd (Prima), International Foodstuff Group of Companies, Aqua 'N Green Ltd, Green Plants & Flowers (Pvt) Ltd, Intercom Group of Companies, National Chamber of Commerce, Women's Chamber of Industry & Commerce, Spice Council, Agribusiness Council, Sewa Lanka Foundation/Sewa Finance Ltd, Sanasa Group, Seeds (Sarvodaya), Plan International, Regional Development Bank, Women's Bank, Industrial Services Bureau, IDAR (Pvt) Ltd, Development Facilitators (Pvt) Ltd, Greentech Consultants (Pvt) Ltd, Capacity & Entrepreneurship Development for All, Hatton National Bank (HNB), and International Water Management Institute (IWMI). Apart from the consultation workshops, bilateral discussions were held with some of these stakeholders. These entities were unanimously enthusiastic in seeking opportunities of linkages with the IFAD project operations. In particular, the agribusiness firms considered the partnership as a win-win situation for both the IFAD-supported small producers and the firms, in the form of secured market access for the former and guaranteed source of product supply for the latter. HNB is interested in working together with IFAD to promote the productive use of remittances.
7. Consultations with the rural poor. In the context of two IFAD project supervision missions in July (Iranamadu Irrigation Development Project) and August 2013 (GEF grant project), special sessions were organized with the project target groups in the project areas to understand the perspectives and priorities of the rural poor. These participatory consultations were conducted in the Northern (Kilinochchi) and Eastern Provinces (Trincomalee, Batticaloa and Ampara) respectively, providing valuable insights on how the issues of poverty and poverty reduction are perceived by the poor people themselves.
8. Development Partner Forum Private Sector Development Working Group (chaired by IFC). IFAD made a presentation on the COSOP work during the Working Group's meeting on 21 November 2013 at the IFC Country Office, which was attended by Australia, DFATD, EU, IFAD, IFC, Korean Exim Bank, GIZ, UNDP, UNICEF, UNOPS and USAID. Participants discussed the partnership arrangements with the private sector built up by the IFAD-financed projects/programmes, modalities for scaling up, market chain development for rural farmer produce, and cofinancing opportunities.
9. Wrap-up meeting with MOFP. The meeting was held on 06 December 2013, under the chairmanship of the Secretary / MOFP, with the participation of senior government officials from MOFP and other ministries. It was noteworthy from the meeting discussions that the government attaches the highest importance to poverty reduction, and this was explicitly articulated in the Sri Lankan President's

2014 budget speech at the Parliament. The government has adopted a new approach for foreign funded projects, requiring their full alignment with national development programmes. While endorsing the proposed COSOP SOs, MOFP requested that the COSOP's country economic and sector background information be updated on the basis of the government's Public Investment strategy 2014–2016, newly released by the Department of National Planning.

10. A final COSOP validation mission was therefore fielded in September 2014, with the task of further consulting with all the concerned stakeholders, from government to private sector players and development partners, to validate the priority areas that have already been identified for: further deepening efforts on IFAD's engagement in government's rural and agricultural development efforts; agreeing on the scaling up agenda through increased co-financing partnerships with other development partners and better linking with ongoing or planned government investments; and introducing more forcefully into IFAD's Sri Lanka country programme key elements of knowledge generation and sharing of both local and global best practices on rural and agricultural development investment policies and strategies. The Aide Memoire of the validation mission was submitted to the government, and its contents served as the basis for the finalisation of the COSOP.
11. Following the presidential election in early January 2015, an additional round of consultations was held with the new Government, particularly with the newly-established Ministry of Policy Planning and Economic Development. The new Government requested the COSOP be brought in line with its election manifesto and the budget speech, which are the currently available policy documents of the government; it confirmed its endorsement of the COSOP SOs through an official correspondence dated 13 February 2015.

Country economic background

Sri Lanka

Land area (km2 thousand) 2011 1/	63	GNI per capita (USD) 2011 1/	2 580
Total population (million) 2011 1/	20.87	GDP per capita growth (annual %) 2011 1/	7
Population density (people per km2) 2011 1/	333	Inflation, consumer prices (annual %) 2011 1/	7
Local currency Sri Lanka Rupee (LKR)		Exchange rate: USD 1 = LKR	
Social Indicators		Economic Indicators	
Population growth (annual %) 2011 1/	1	GDP (USD million) 2011 1/	59 172
Crude birth rate (per thousand people) 2011 1/	18	GDP growth (annual %) 1/	
Crude death rate (per thousand people) 2011 1/	7	2000	6.0
Infant mortality rate (per thousand live births) 2011 1/	11	2011	8.3
Life expectancy at birth (years) 2011 1/	75		
		Sectoral distribution of GDP 2011 1/	
Total labour force (million) 2011 1/	8.62	% agriculture	12
Female labour force as % of total 2011 1/	32	% industry	30
		% manufacturing	18
		% services	58
Education		Consumption 2011 1/	
School enrolment, primary (% gross) 2010 1/	99	General government final consumption expenditure (as % of GDP)	15
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2010 1/	9		
		Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	70
Nutrition		Gross domestic savings (as % of GDP)	15
Daily calorie supply per capita	n/a		
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2009 1/	19	Balance of Payments (USD million)	
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2009 1/	22	Merchandise exports 2011 1/	10 236
		Merchandise imports 2011 1/	20 269
Health		Balance of merchandise trade	-10 033
Health expenditure, total (as % of GDP) 2011 1/	3	Current account balances (USD million) 2011 1/	-4 615
Physicians (per thousand people) 2010 1/	0.49	Foreign direct investment, net 2011 1/	-896
Population using improved water sources (%) 2010 1/	91		
Population using adequate sanitation facilities (%) 2010 1/	92		
Agriculture and Food			
Food imports (% of merchandise imports) 2011 1/	13.3	Government Finance	
Fertilizer consumption (kilograms per ha of arable land) 2009 1/	258	Cash surplus/deficit (as % of GDP) 2011 1/	-6
Food production index (2004-2006=100) 2011 1/	117	Total expense (% of GDP) 2011 1/	18
Cereal yield (kg per ha) 2011 1/	3 503	Present value of external debt (as % of GNI) 2011 1/	37
		Total debt service (% of GNI) 2011 1/	2
Land Use		Lending interest rate (%) 2011 1/	9
Arable land as % of land area 2011 1/	19	Deposit interest rate (%) 2011 1/	6
Forest area as % of total land area 2011 1/	29		
Agricultural irrigated land as % of total agric. land 2011 1/	n/a		

1/ World Bank, *World Development Indicators* database
CD ROM 2013-2014

COSOP results management framework

Country Strategy Alignment	COSOP Strategic Objectives	COSOP Outcome Indicators (by end 2018)*	COSOP Milestone Indicators (by end-2016)	COSOP Institutional/Policy Objectives (in partnership mode)
<p>Investment would be aligned with the agricultural policy directions prescribed in Mahinda Chintana: achieving food security of people; ensuring higher and sustainable income for farmers; ensuring environmental conservation; introducing efficient farm management techniques; using high yielding seeds and improved water management; and improve irrigation water delivery.</p>	<p>SO1. Smallholders benefit from sustainable productivity enhancement in a more resilient livelihood system</p>	<p>(i) The productivity of 100,000 smallholders in the domestic and plantation agricultural sectors that are focused has been increased (Source: Plantation Statistical Book; Agriculture Census)</p> <p>(ii) 50,000 targeted smallholders will have 20% reduction in their income poverty (Source: Sector studies and project outcome assessments)</p> <p>(i) 50,000 targeted smallholders adopting pro-poor climate resilient production systems and practices in their production bases and systems (eco-systems) (Source: Annual outcome survey)</p>	<p>(i) Increase in the number of smallholders in both domestic and plantation sectors registered with relevant GOSL institutions as beneficiaries of productivity improvement programmes (Source: Records of relevant ministries)</p> <p>(iii) 50% of the targeted smallholders' lands have been covered under productivity improvement packages (Source: Records of relevant ministries and project progress reports)</p> <p>(iii) Number of women and men in target areas trained on effective adaptation livelihood systems and approaches (Source: Project M&E reports)</p> <p>(iv) Flood control systems are in place (Source: Irrigation Department)</p>	<p>Policy dialogues and/or initiatives on land tenure, especially for tea and rubber smallholders; incentives for diversification and crop integration; sustainable institutional building of community organization – using IFAD-financed projects as the main platform for evidence-based dialogue, in partnership with other stakeholders</p>

<p>IFAD interventions in value chain would strengthen the policy focus in Mahinda Chintana in terms of value chain development as highlighted below - commercial agriculture will be encouraged to meet required quantities for the international market. Assistance will be provided to improve value chain efficiency through upgrading the production process. Special attention will be given to promote value addition and encourage PPP investments.</p>	<p>SO2. Poor rural women and men are effectively connected to markets</p>	<p>(i) 7000 mt (pepper, coffee, cinnamon, fruits etc that are intercropped) of the non-plantation agriculture crop production in target areas have entered into value chain business. (Source: Crop production information at Provincial Department of Agriculture and Export Agriculture of targeted provinces)</p> <p>(ii) Farm income share of 20,000 targeted households that is generated through value chain initiatives has increased by 30% (Source: Project Annual Outcome studies)</p>	<p>(i) Numbers of agriculture value chain related business registered with local authorities of the target areas (Source: Business registry of local authorities)</p> <p>(ii) Number of farmer involved companies or business CBOs registered under the company act</p> <p>(iii) Number of forward sales contracts developed with the project target groups by gender (Source: Project progress reports)</p> <p>(iv) Number of women and men trained in commercial agriculture in the target areas (Sources: Project Annual Outcome Survey and Project Progress Reports)</p> <p>(v) Number of farmers, by gender, contacted by private extension agents in a year (Source: records of selected private extension agents)</p>	<p>Policy dialogues on effective partnership with the private sector, through specific initiatives and models</p>
--	---	--	--	---

Project Pipeline

Concept Note: Smallholder Plantation Revitalization Project

Possible geographic area of intervention and target groups

1. The project will support productivity improvement of tea smallholdings and establishment of rubber in smallholdings. Both types of smallholdings would be operated by rural poor people. Enhancing tea production and improving rubber processing and production in the country is a national strategy for tea export promotion and rubber import substitution.
2. The project would be located in relatively poor districts of the Uva and Sabaragamuwa provinces and Central province for tea and rubber. The targeted provinces and districts for tea are, Ratnapura district in the Sabaragamuwa Province, and Badulla in the Uva Province and Kandy in the Central Province. Ratnapura district in the Sabaragamuwa Province and Moneragala in the Uva Province are targeted for rubber processing.
3. The target group is unproductive tea smallholders in the case of tea and it would be 50,000 rural poor people who are operating unproductive tea. As evident from the current Smallholder Plantation Entrepreneurship Development Programme women and youth in particular are keen to develop their tea lands. The same trend could be observed in the project areas. It is expected that the women smallholders would be about 10%, or 5,000 and the youth be about 15% or 7500. They would be developing about 8000 ha of unproductive tea smallholdings. Rubber processing would be operated by about 30,000 rural poor people and out of them about 2500 would be women. About 10,000 youth would be expected to get involved in rubber processing.
4. The targeting approach for tea smallholdings within the selected districts would be based on three criteria: (i) having a tea smallholding which is less than half a hectare; (ii) belongs to the district poverty group; and (iii) substantial involvement of women and youth in managing the tea holding. The families below the district poverty line will be selected using institutional information for rubber. Gender equality and youth involvement are considered in this selection process as well.

Justification and rationale

5. The plantation sector has been making a notable contribution to the national economy for over a century. At present, around US\$ 2.5 billion of foreign exchange, which is 24% of the total export earnings, is earned annually by exporting tea, rubber and rubber based products. About 340,000 hectares of lands, which is about 21% of the country's total agricultural lands, is under tea and rubber. These two sectors provide income opportunities to 530,000 smallholders spread around 15 districts.
6. Tea smallholdings sector (less than 4.5 ha in extent) is important in terms of its contribution to the national income to the livelihood of the producers. This total extent of 120,664 ha is scattered over 14 tea growing districts in more than 350,000 holdings and it contributes to nearly 70% of the country's total tea production. This sector supports a total population of nearly 2 million women and men, and provides employment to 0.4 million. The average holding size is 0.33 ha and the present productivity level is about 2100 kg made tea/ ha/year corresponding to a monthly green leaf harvest of 815 kg/ha (330 Kg/acre). This translates to a just above US\$ 1.5 gross income per person per day. More than 60% of the small holders depend solely on this income, which is barely sufficient to overcome poverty. An extent of 40,000 ha in the small holdings sector, almost

one third of the total extent in the country, with such production levels needs to be replanted in order to make them economically productive and earn more income.

7. Sri Lanka's total rubber production of 104,352 mt in 2005 has increased to 158,198 in 2011. Contribution of smallholders to the total production also increased from 69,200 (66%) in 2005 to 126,600 (80%) in 2011, indicating its significance and the potential as a sustainable livelihood system. The project will support to improve the quality processing of rubber latex.
8. At the smallholder level both tea and rubber are sold in very primary product form and in isolated manner. The collective marketing will improve the bargaining power to the advantage of smallholders and it would also provide opportunities to add value.
9. Emerging lessons from the ongoing Smallholder Plantation Entrepreneurship Development Programme. There are several emerging lessons that can be relevant for this new project: (i) corporate partnerships need to be carefully nurtured and managed. Private sector engagement is determined by mutual financial benefits and critical volume of products. Several corporate partners dropped out from the Programme due to mismanagement of contracts or disagreement on pricing; (ii) introduction of community procurement (as done in Mid-Country) is proved to be successful in terms of community empowerment and the price advantage; (iii) apart from their own crop development activities, beneficiaries can be further empowered by their active participation in undertaking contracts for infrastructure development such as roads and community buildings; conducting enterprise group affairs; and collective efforts in getting land titles and supporting buffer zone preparation with boundary marking; and (iv) institutional sustainability of community-based organizations relies heavily on the adequate performance of key drivers such as formal registration, governance structure, membership expansion, financial management, institutional capacity, etc.

Key Project Objectives

10. The goal of the project is to reduce poverty of 50,000 existing tea smallholders who are below the poverty line and additional 30,000 poor people who would take up rubber. The following objectives are foreseen:
 - a) The productivity of 8000 ha of tea smallholdings and any intercroops therein enhanced and support about 50,000 smallholders;
 - b) About 6000 ha rubber will be supported under rubber smallholder processing and 30,000 rural poor will be supported to enhance their income; and
 - c) Create better market linkages through collective marketing arrangements

Ownership, Harmonization and Alignment

11. The agricultural policy directions have been prescribed in the long term planning document of the government. The investment in smallholder tea and rubber is aligned with several policy focuses therein. These include (a) achieving food security of people; (b) ensuring higher and sustainable income for farmers; (c) introducing efficient farm management techniques; (d) crop diversification and commercialisation of agriculture; and (e) diversification to improve profitability in the plantation sub-sector. In addition to these, plantation sector, encompassing tea and rubber, emphasises on increasing the productivity and profitability of both corporate and the smallholding sectors of the plantation industry through product and market integration – agro-based industries, aiming at long term sustainability through public-private partnership (PPP) and Private-Private Partnership. The

proposed project directly contributes to achieving these policy objectives. IFAD resources will also be able to help the sector weakness of heavy budgetary strain to maintain highly uneconomical plantation holdings. The interventions are in line with COSOP SO 1 and 2.

12. The environmental policies of Sri Lanka assert that when natural resources including land are used for livelihood, it will be ensured that such use is wise, sustainable, and consistent with the integrity of ecosystems. Tea and particularly rubber are environmentally friendly perennial crops which will be in line with the environmental policy expectations. The project interventions are in line with COSOP SO 1.
13. Tea and rubber are important contributors in the national economy. Therefore several other donors are keen to support the sector in various ways. Asian Development Bank's interests in promoting agribusiness, engagement of private sector and sustainable natural resources management and environmental protection are in line with the focus of this project. Interventions of the first pillar of UNDAF, namely equitable economic growth and sustainable livelihoods are supportive of the project objectives and activities. European Union is assisting to maintain sustainable economic growth through the involvement of the private sector. The project supported marketing linkages would be a candidate to consider under this support of EU. CIDA's support in small agricultural business development could directly be focused on the project beneficiaries. GIZ sponsored capacity improvements in livelihood activities, value chain development, and business development are in line with project beneficiaries' capacity building needs.

Components and activities

14. The project has two components: (i) the productivity enhancement of existing tea smallholding with effective market linkages for green tea leaf processing and marketing; (ii) improvement of rubber latex processing in Moneragala and Kegalle districts with marketing facilities.
15. Under the first components the expected activities are (i) selection of low productive tea smallholdings belongs to those who are below the district poverty line - usually the typical such smallholders have less than half ha of tea holdings - in the districts of Ratnapura and Badulla and form the target group of the project; (ii) provide them with high quality planting material, credit, technical information, market linkages and market information; (iii) assisting commercial tea nurseries in the selected areas with credit facilities to produce quality planting material; and (iv) establishing and improving tea mother bushes of new cultivars to provide necessary shoots for nurseries.
16. Under the second component of rubber development in Kegalle and Moneragala districts the following activities are foreseen: (i) selecting technically suitable trappable rubber holdings in the two targeted districts; (ii) identifying potential beneficiaries who are in the poverty group of the two districts and organise them to clusters through mobilization to make the processing operation more effective; (iii) providing them with processing equipments, credit, technical information and training; (iv) assisting commercial rubber traders to link up with processing centres in the selected districts; and (v) provide credit and grant financing for establishing primary processing centres of rubber latex.
17. In both tea and rubber land a wide range of suitable annual and perennial crops will be provided for intercropping with good agricultural practices. These crops will also be used as a basis for value chain interventions to promote commercial agriculture.

18. For both components additional attention will be paid to: (a) identify the most appropriate mix between government subsidies to generate sufficient incentives for increased private investments (by producers and private sector players) in the development and/or rehabilitation of tea and rubber plantations, further public grants and private loans by the banking sector for financing the further development of the tea and rubber smallholders sector all along the value chain; (b) carefully balancing the provision of extension and business development services, by both public and private sector players, as well as the needed support for a strengthened monitoring system and its use to feed a learning agenda which can be useful for policy makers; (c) build into the design appropriate mechanisms to engage with private companies from the outset to secure market access and to leverage their investments and know-how; (d) highlight clearly elaborated steps that are needed to identify lands for individual beneficiaries to cultivate rubber (as new rubber lands) and ensure the transfer of firm ownership of such lands to the beneficiaries in the very early stage of the project; and (e) review the institutional set up and implementation arrangements that will ensure a better balance between the responsibilities of the public institutions and private sector partners, as well as ensure the appropriate level of the project coordination and management functions in a manner that will ensure efficient and effective reporting lines in MPI, avoid heavy staff turnovers, and facilitate the involvement of private sector players in the policy decisions affecting the project.

Costs and financing

19. Total indicative project cost is US\$55.1 million as summarised below. IFAD would be required to finance 52% of the cost and the Government of Sri Lanka (GOSL) would contribute 34%. The beneficiaries and the participating private sector would provide the balance. The IFAD financing represents the full country allocation for Sri Lanka for the 2013-2015 PBAS allocation cycle.

Estimated Project Cost and Financing (US\$ million)

Project components	Total cost	IFAD	GOSL	Beneficiaries
Component 1	32.64	17.63	10.12	4.90
Component 2	20.16	10.88	6.25	3.02
Project management	2.31		2.31	
Total Cost	55.11*	28.51	18.68**	7.92
Financing Contribution	100%*	52%	34%**	14%

Note: *The total cost and financing plan are indicative only at this stage. Potential contributions from private sector (HNB, etc.) and external sources (e.g., Proparco of France), which have expressed intention of collaboration, are not included in the table. These need to be worked out during detailed project design.

**Subsequent to the submission of its project concept note, the government confirmed to IFAD in early December 2013 its commitment to provide counterpart funding at a 1:1 ratio. This will be recalculated during the detailed project design.

20. GOSL contribution would be from the annual budget of the Ministry of Plantation Industries that is allocated to develop tea and rubber through the government assistance schemes. The beneficiaries' contribution would be mobilised in two ways: (i) their own funds which is expected to be meagre and their own labour; and (ii) through micro-financing that is available to the smallholders from various sources. The micro-financing that could be leveraged using remittances of rural people who are overseas employees is gaining prominence as a way of providing funds to income generating activities of rural people. As the COSOP mission noted, the Hatton National Bank (HNB), which deals with about 20% of the total

remittances that is credit to the Sri Lankan banking sector, is hopeful that remittance together with HNB's own funds, can be lent for well organised project such as this to finance rural peoples' enterprises. The project will explore this possibility as the beneficiaries' funding source.

Organization and management

21. The lead project agency would be the Ministry of Plantation Industries (MPI) which is managing the on-going Smallholder Plantation Entrepreneurship Development Programme with IFAD loan funds. A dedicated programme management unit would be established under the direct administration and technical purview of MPI. The main technical institutions that manage tea smallholdings, the Tea Smallholding Authority, and rubber, the Rubber Control Department; and all the research and extension institutions that cover both tea and rubber are under MPI administration. The project will be implemented with the staff that would be seconded from these institutions and attached to the project management unit to implement the project. There will be two sub-units established in the district level institutions of MPI to manage field level activities of tea and rubber.
22. The private sector would be mobilised to assist in planting material production, fertiliser distribution, processing and marketing. The state banks and also the commercial banks would take the responsibility of providing credit with re-financing facilities and their own funds.

Monitoring and Evaluation indicators

23. As indicated above, the goal of the project is to reduce poverty of existing tea smallholders and those rural poor who would cultivate rubber. Farm productivity enhancement, increased involvement of rural poor and women in agriculture and value addition and the private sector engagement in marketing the end product (including intercrops) are being targeted to achieve the project goal.
24. The productivity enhancement of agricultural development projects is assessed through increase in yields and income. The women empowerment that is achieved through entrepreneurship and skill training, and the leadership roles in working with social groups are assessed with qualitative indicators. The number of marketing linkages and partnerships in the form of forward sales agreements etc are the common indicators assess the private sector engagement in business. These indicators represent a simplification or approximation of a situation which need to be broadening in the case of project M&E system.
25. The project management information will be target-specific which would help five core evaluation questions: relevance, effectiveness, efficiency, impact and sustainability. Appropriate set of indicators would be developed assess each of these areas and presented at the mid-term and at the end of the project.
26. For both tea and rubber it is suitable to compare the situation "before the project started" of with the situation "after it started", so the baseline information will be gathered during the first year of project implementation through an external party.
27. M&E system which includes information gathering at sub-unit levels, would be coordinated by designated M&E officers and administered by the project management unit. Project's M&E-related findings have several potential audiences: National Steering Committee (NSC), the MPI, being the implanting agency, partnering institutions including state agencies, credit institutions and the private sector business companies, staff and beneficiaries, and IFAD. The reporting will be quarterly in compilation of management information to MPI, NSE and to partnering institutions as appropriate. The information system and

reporting will be reviewed periodically to improve and to accommodate stakeholder suggestions. An indicative logframe is provided at the end of the concept note.

Risks

28. The main risk is to ensure the availability of GOSL counterpart funds particularly for the development activities in the first and the second components. This can be mitigated to a larger extent by proper and timely planning of the budget need of the project activities and the related activities of MPI, and minimising duplication with increased budget demands.
29. The second risk is the possible unpreparedness of the public officers of MPI, who would be seconded to work for the project, to accept the active and the essential role of the private sector that is required in the project. This can be minimised by conducting project sponsored participatory workshops and experience sharing on the merits and demerits of partnerships.

Timing

30. The government investment cycle is from January to December. The detailed design of the project would be undertaken in the 1st quarter of 2014 and the design completion would be carried out in last quarter of 2014. Loan negotiation would be held in the 1st quarter of 2015, upon conclusion of IFAD's quality assurance process and the necessary in-country formalities. The project is scheduled for submission to the Executive Board for consideration in April 2015.

Key file 1: Rural poverty and agricultural/rural sector issues

Priority Areas	Affected Group	Major Issues	Actions Needed
Lack of productive assets or inadequacy of the assets for the poor	All smallholder farmers, particularly households in the drought prone areas and disaster risks prone areas are most likely to be affected	<ul style="list-style-type: none"> • Inadequacy of land • Poor irrigation system • Lack of skills and knowledge to improve production • Lack of multi-channels on income sources 	<ul style="list-style-type: none"> • Increase access to financing • Resources management training • Capacity development through training, awareness raising and collateral systems • Facilitate land regularization systems and traditional resource custodianships by organizing group-based or collective spirit among those who have experience • Strengthen social capital to generate and secure assets • Income diversification to mitigate the risks caused by natural disasters
Engagement of a substantial portion of the labour force as unpaid family workers and poorly paid labour	All smallholder farmers, particularly women and women headed households are most likely to be affected	<ul style="list-style-type: none"> • A substantial portion of the labour force as unpaid family workers and poorly paid labour • No or little family savings • Lack of access to credit 	<ul style="list-style-type: none"> • Micro enterprise development interventions related to farm or non-farm enterprises, for rural women who spent most of their time as a source of unpaid family labour • Time charting methods especially designed for women to raise awareness on the prospective and productive use of labour • Increase access to finance &, technologies including household appliances and improved cookstoves or cooking methods to reduce the time spent by women in preparing food • Introduce options for them to engage in paid work or work for remuneration • Take a full account of unpaid family work using a gender disaggregated data collection framework

Priority Areas	Affected Group	Major Issues	Actions Needed
			<ul style="list-style-type: none"> • Facilitate the introduction of labour saving and efficient technologies for the rural sector • Encourage state agencies to reduce gender specific wage gaps that exist in the rural sectors • Empower women to organize themselves to negotiate for equal wage for equal work/hours of work and to secure healthy working environments
Low productivity in agriculture and lack / limited options and alternatives.	All smallholder farmers, particularly those engaged in subsistence farming are most likely effected	<ul style="list-style-type: none"> • A substantial portion of the labour force as unpaid family workers and poorly paid labour • No or little family savings • Lack of access to credit • Lack of income alternatives 	<ul style="list-style-type: none"> • Increase the use of improved crop varieties, sustainable management technologies like organic farming and irrigation • Crop rotations to diversify the production and increase output from a unit of land • Introduce supplementary income sources for the farmers, and their families through commercial crop farming and micro enterprises • Stimulate farmers to workout calendars reflecting their availability to undertake alternative sources of employment • Introduce finance systems and supplementary sources for smallholder farmers • Facilitate the introduction of labour saving and efficient technologies for the rural sector
Women's relatively low engagement in the labour force	All households, particularly those women headed households	<ul style="list-style-type: none"> • Inequity access to productive assets for women • Inequity opportunities to access to schooling, vocational training, etc. • Lack of capacity to compete in the employment market 	<ul style="list-style-type: none"> • Introduce special training packages including skill development and technical knowhow for women • Introduce non-farm and farm product based enterprises for women • Facilitate equal employment opportunities for women through the state machinery

Priority Areas	Affected Group	Major Issues	Actions Needed
			<ul style="list-style-type: none"> • Build women's capacity to compete in the labour market by providing technical education • Encourage financing institutions to introduce service packages specially designed for women • Encourage state agency and women's organizations to invest in developing social enterprises for rural women with a focus on economic empowerment
Lack of access to the market value chain	<p>All smallholders, particularly those are isolated from the market;</p> <p>Interested agribusiness related firms</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Weak market linkage • Poor marketing facilities and capacities • Limited labour capacity 	<ul style="list-style-type: none"> • Enhancing the enabling environment for value chain engagement • Capacity building in support of market-led development • Promote farmers' associations, cooperatives and rural entrepreneurship
Fragile resilience to risks of disaster and climate change	All smallholder farmers, particularly households in the drought prone areas and disaster risks prone areas are most likely to be affected	<ul style="list-style-type: none"> • Lack of risk management awareness and capacity • Isolated and unorganized farming • Frequent calamities • Overdependence on climate conditions 	<ul style="list-style-type: none"> • Raise awareness on disasters and climate change • Compile local knowledge on changes and possible coping strategies • Enhance the capacity of local people, their livelihood systems, and the local ecosystems through diversification and enrichment • Adaptation of new technologies for enhancing resilience to changes while reducing the impacts • Establish social networks for enhancing capabilities to deal with repercussions • Develop risk management strategies, including insurance

Key file 2: Organizations matrix (strengths, weaknesses, opportunities and threats [SWOT] analysis)

ORGANISATION	STRENGTHS	WEAKNESSES	OPPORTUNITIES	THREATS
Enablers				
Ministry of Finance and Planning	<ul style="list-style-type: none"> • Lead role in national economic planning, budgeting and investment • Responsible for coordinating development assistance & foreign-funded projects, including negotiations of foreign funds • Having separate departments / divisions / institutions for external resources, budgets, foreign aid, budget monitoring & banking • Availability of senior staff with high administrative & planning competences 	<ul style="list-style-type: none"> • Insufficient inter-agency links and middle-level competent people to handle planning & monitoring • Bureaucratic & hierarchical management style 	<ul style="list-style-type: none"> • IFAD maintaining close working relationship with the Ministry, which has focal point responsibility for the government 	<ul style="list-style-type: none"> • The Ministry's wide ranging mandate & responsibilities can make IFAD-related issues sidelined / marginalised.
Ministry of Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> • Skilled manpower at national level and countrywide mandate • Supported by several institutes • Decentralized provincial 	<ul style="list-style-type: none"> • Limited budgetary allocation for operations • Limited motivation and capacity of field staff • Inadequate M&E capacity • Limited experience in 	<ul style="list-style-type: none"> • Food crop production, rice in particular, is a government priority • Agriculture is increasingly becoming commercialised and the 	<ul style="list-style-type: none"> • Staff may not be technically up-to-date, especially on higher value agriculture and private sector

ORGANISATION	STRENGTHS	WEAKNESSES	OPPORTUNITIES	THREATS
	departments to support district level agricultural development	working with the private sector <ul style="list-style-type: none"> • Lack of institutional mechanisms to share the knowledge created by different technical institutions / projects of the ministry to strengthen their functions 	private sector, including some leading agribusiness firms, are enthusiastic in linking with selected crop production <ul style="list-style-type: none"> • Broad policy framework to support wide range of interventions 	linkages <ul style="list-style-type: none"> • Poor coordination between agricultural research & extension
Ministry of Fisheries and Aquatic Resources Development	<ul style="list-style-type: none"> • Skilled manpower at national level and countrywide mandate • Availability of several supporting technical institutions • Marine fisheries, aquaculture and aquatic resources management as government priorities 	<ul style="list-style-type: none"> • Budgetary constraints • Difficulties in obtaining full staff requirements • Lack of resource data for planning purposes • Force majeure such as weather conditions, environment factors • Inadequate M&E capacity • Lack of inter-agency coordination to share the knowledge 	<ul style="list-style-type: none"> • Vast resources in the oceans yet to be utilized • Increasing investment possibilities with foreign partners and private sector • Linking with NGOs & CBOs 	<ul style="list-style-type: none"> • Staff may not be technically up-to-date, especially those at lower levels • Ineffective monitoring, control and surveillance of EEZ • Inadequate research, extension & training
Ministry of Livestock & Rural Community Development	<ul style="list-style-type: none"> • Skilled manpower at national level and countrywide mandate with a focus on Veterinary Regions • Availability of several technical institutions providing livestock 	<ul style="list-style-type: none"> • Limited budgetary allocation for production improvement and breeding operations such as artificial insemination to maintain pure lines etc • Inadequate M&E and experience sharing 	<ul style="list-style-type: none"> • Increasing and high demand for livestock products including milk • Involvement of dynamic private sector in collecting, processing and marketing of all type of livestock products 	<ul style="list-style-type: none"> • Weak link between the state and the private sector • High cost of pure breed / improved breed of animals • If individual animal is not certified

ORGANISATION	STRENGTHS	WEAKNESSES	OPPORTUNITIES	THREATS
	<p>extension, breeding, production and value addition support</p> <ul style="list-style-type: none"> • More attention being paid to rural areas in livestock management 	<p>capacity</p> <ul style="list-style-type: none"> • Limited experience in working with the private sector and the cooperate sector livestock farms • Low proportion of Vet / livestock so that urgent attention to livestock diseases etc is weak 	<ul style="list-style-type: none"> • Widely available and easily adoptable technology in value addition to livestock products so that rural poor can use them • Mature insurance policies and schemes are available with a wide reach in rural areas 	<p>when delivering to farmers it would increase disease spread etc, but at the same time this increases the cost of livestock production</p>
Ministry of Plantation Industries	<ul style="list-style-type: none"> • Skilled manpower at national level and sectoral mandate • Availability of several supporting institutions • Plantation industry's priority status due to its share in foreign exchange earning 	<ul style="list-style-type: none"> • Lack of worker participation and motivation • Weak R&D & extension programmes • Limited technical capacity at the senior level • Heavy budgetary strain to maintain highly uneconomical plantations • No sound management strategies developed to improve plantation production and economic situation 	<ul style="list-style-type: none"> • Possibility of better integration with regional niche markets • Diversification opportunities resulting from replanting • Promising PPP potentials • Availability of vast land resource for development if properly planned • Private sector having many opportunities in productive, processing and marketing of plantation products 	<ul style="list-style-type: none"> • Increased ageing workforce & out-migration • Uneconomical plantations and no sound strategy to develop them • Demand for increasing plantation labour wages • Trade union influence based on mainly politics and less economically productive
Ministry of Economic	<ul style="list-style-type: none"> • Broad mandate for economic development • Responsible for main 	<ul style="list-style-type: none"> • Potentially overstretched capacity due to wide range of responsibility 	<ul style="list-style-type: none"> • Probability of directly linking with national / regional lead projects & 	<ul style="list-style-type: none"> • Potential deviation from IFAD's targeting

ORGANISATION	STRENGTHS	WEAKNESSES	OPPORTUNITIES	THREATS
Development	<p>national and regional level lead projects / programmes for development & poverty reduction</p> <ul style="list-style-type: none"> • Linkages with almost all poverty alleviation programmes of the country 	<ul style="list-style-type: none"> • Budgetary & manpower constraints • Lack of technical staff to cover wide range of issues and projects • Problems of mobilizing field staff to development concerns • Lack of empathy and experience in working with the private sector 	<p>programmes</p> <ul style="list-style-type: none"> • Possibility of linking with any national wide state agency 	<p>requirements</p> <ul style="list-style-type: none"> • Heavy political involvement and prioritization of issues accordingly
Ministry of Local Government and Provincial Councils, & government institutions at provincial & district levels	<ul style="list-style-type: none"> • MLG&PC is the only ministry with direct link to provincial councils / provincial administrative set-up • Coordination role for the services of a range of line ministries, departments & agencies at provincial level • District level coordination • Capable technical staff 	<ul style="list-style-type: none"> • Limited experience in coordination & monitoring at project level • Training & experience of staff not reflected in the delivery of provincial level services • Budgetary & manpower constraints 	<ul style="list-style-type: none"> • Good institutional network to mobilize services • Potential to play a lead role in rural infrastructure development • Ability to integrate many service oriented institutions at the provincial level on a focused activity 	<ul style="list-style-type: none"> • Poor record of inter-ministerial coordination • Too much dependence on state sector institutions • Weak capacity at provincial & local levels
Service Providers				
Banks	<ul style="list-style-type: none"> • Good network of state & private banks for rural credit delivery 	<ul style="list-style-type: none"> • Poor farmers' lack of access to finance, especially in remote 	<ul style="list-style-type: none"> • High potential for banks to provide rural credits • Potential for innovative 	<ul style="list-style-type: none"> • Government-run stated banks potentially being

ORGANISATION	STRENGTHS	WEAKNESSES	OPPORTUNITIES	THREATS
	<ul style="list-style-type: none"> • Capable and qualified staff at all levels • Strong presence in regional development scene • Good accessibility to rural farmers through mini branches • Good coordination with government institutions • Range of products for agribusiness development, including new & innovative products (HNB's savings account option for remittances, etc.) 	<p>areas</p> <ul style="list-style-type: none"> • Credit provision is based on collateral requirement which is often a limitation for the poor • High interest rates & processing time • Limited range of financial products in the state banks with the widest coverage that are attractive to the poor 	<p>products, especially on remittances</p> <ul style="list-style-type: none"> • Broad policy provisions for developing a range of financial instruments 	<p>politically motivated</p> <ul style="list-style-type: none"> • Management systems and priorities of state banks are often politically influenced rather than on prudent financial basis
Non-governmental organizations (NGOs)	<ul style="list-style-type: none"> • Wide range of presence at field level • Commercial outlook of interventions • Accumulated knowledge of CBO functioning 	<ul style="list-style-type: none"> • High dependence on donor funding & the consequent sustainability problem of their interventions • Inability to cover large geographic areas • Poor linkages with the commercial private sector 	<ul style="list-style-type: none"> • Flexible administrative rule for investment in rural areas and ability to source in technical expertise • Possibility of donor cooperation for wider coverage & scaling up 	<ul style="list-style-type: none"> • Vested interests for development not always in line with IFAD's concerns • Tendency to focus on commercial sector at the expense of poverty focus
Private sector	<ul style="list-style-type: none"> • Responsiveness of agribusiness firms • Good export market efforts demonstrated for various 	<ul style="list-style-type: none"> • Tendency to use intermediaries for company purchases due to poor connectivity with 	<ul style="list-style-type: none"> • Assured market access for smallholders & value addition • Potential for linking 	<ul style="list-style-type: none"> • Sustainability issue of marketing due to the lack of assurance for

ORGANISATION	STRENGTHS	WEAKNESSES	OPPORTUNITIES	THREATS
	<p>products</p> <ul style="list-style-type: none"> • Availability of expertise with high competency, particularly in processing & marketing • Good institutional support & technical backstopping • Availability of inter-coordinating structure through chambers 	<p>agribusiness associations</p> <ul style="list-style-type: none"> • Limited field level personnel in some areas, especially remote rural areas • Need for quality control of production, harvesting, transport & processing – a huge challenge for company • Poor image among the rural poor as dependable partners 	<p>farmers with modern / commercial production</p> <ul style="list-style-type: none"> • Reduced economic isolation of remote areas by forming closer commercial links with agribusinesses • Workforce with high management and technical skills 	<p>uniform supply of agro-products on farmer side</p> <ul style="list-style-type: none"> • Competition from larger regional companies • Varying and undependable economic policy frame which is not always commercial-friendly
Client Organisations				
Community-based organizations, farmers' organizations & farming / coastal communities	<ul style="list-style-type: none"> • Wide experience & potential to build on what is existing in the field • Social organizations • High literacy level • Thorough knowledge of the area • Traditional resource management • Availability of federated bodies to create partnerships and coordination • Availability of easy and 	<ul style="list-style-type: none"> • Strong traditional hierarchy & leadership / authority structure which in some cases may exclude marginalized groups or communities • Inexperience in community programme initiation & social inclusion • Little experience in managing development funding & contracting service providers 	<ul style="list-style-type: none"> • Open to accept proven technology • Strong gender view & attitude • Ethnic sensitivities • Prominent women involvement in many institutions 	<ul style="list-style-type: none"> • Dependency on government • Reluctance to function as groups for technology transfer & for developing self-help initiatives • Poor skills in financial management and accounting

ORGANISATION	STRENGTHS	WEAKNESSES	OPPORTUNITIES	THREATS
	effective registration process	<ul style="list-style-type: none"> • No proven track record of community assets management • No proven business skills so that collective commercial activities are mostly absent 		
Women's groups	<ul style="list-style-type: none"> • Women leadership role in microfinance • Success stories of women-led microenterprise development 	<ul style="list-style-type: none"> • Inadequate familiarization with banking & microfinance culture in some areas, especially remote ones • Micro business profitability eroded by high lending rates 	<ul style="list-style-type: none"> • Strong role of women in smallholder agriculture livelihood activities 	<ul style="list-style-type: none"> • Health & nutritional risks • Productive role vs reproductive role

Key file 3: Complementary donor initiative/partnership potential

Agency	Priority sectors and areas of focus	Period of current country strategy	Complementarities / Synergy Potential
World Bank	<ul style="list-style-type: none"> • Facilitating sustained private and public investment • Supporting structural shifts in the economy • Improving living standards and social inclusion 	2012-2016	<ul style="list-style-type: none"> • Collaboration in policy dialogues on issues of rural poverty • Experience & knowledge sharing on private sector partnerships & sustainable natural resource management
Asian Development Bank	<ul style="list-style-type: none"> • Inclusive and sustainable economic growth • Catalyzing private investment and enhancing the effectiveness of public investment • Human resource and knowledge management 	2012-2016	<ul style="list-style-type: none"> • Potential areas of partnership with ADB can be pursued in the following areas • Promotion of agribusiness and engagement of private sector • Sustainable natural resources management and environmental protection • Climate effect mitigation and adaptation • Water management • Community infrastructure development • Policy dialogue
UN Agencies	<ul style="list-style-type: none"> • Equitable economic growth and sustainable livelihoods (UNDAF pillar 1) – promoting an enabling environment for sustainable livelihoods and decent work, market-oriented skills training, empowering vulnerable groups, and enhancing support to lower income groups and the most vulnerable to move beyond subsistence • Disparity reduction, equitable and quality 	2013-2017	<ul style="list-style-type: none"> • IFAD is a member of the UN Country Team and takes part in the working group on UNDAF Pillar 1. • IFAD could explore opportunities of collaboration with other UN agencies in areas such capacity building, technical assistance, policy dialogue, etc. • IFAD could pay particular attention to strengthened cooperation with FAO and

Agency	Priority sectors and areas of focus	Period of current country strategy	Complementarities / Synergy Potential
	<p>social services (UNDAF pillar 2) – supporting interventions aimed at promoting health, food and nutrition security, education, water and sanitation, housing, social protection as well as management reforms and improvements in data and information systems</p> <ul style="list-style-type: none"> • Governance, human rights, gender equality, social inclusion and protection (UNDAF pillar 3) – supporting government to translate international commitments into local laws; supporting strengthening mechanisms that promote participatory and transparent decision making at the policy, planning and implementation levels and initiatives aimed at increasing interaction and dialogue between various groups. • Environmental sustainability, climate change and disaster risk management (UNDAF pillar 4) – supporting review and analysis of environmental policies and programme, formulation of new policies, programmes and interventions in partnership with the government, strengthening the combined efforts of all stakeholders and improving capacities at all levels 		<p>WFP, both in project operations and knowledge sharing / management.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Disaster management and prevention • Vulnerability management • Promoting community co-management of natural resources
European Commission	<ul style="list-style-type: none"> • Environment and climate change 	2007-2013	The EU pursues a development cooperation policy aimed at supporting Sri Lanka in areas

Agency	Priority sectors and areas of focus	Period of current country strategy	Complementarities / Synergy Potential
	<ul style="list-style-type: none"> • Human resources development and capacity building • Social service and equity • Sustainable economic growth through the involvement of the private sector • District and divisional level of development needs (mainly in the North) 		<p>where EU's experience can add value. IFAD could cooperated with the EU in such areas:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Adaption to climate change in the agricultural sector • Utilising Grants which are usually channelled through UN agencies and also now through IFC of WB, mainly for the private sector which will initiate SL - EU industries • Leverage IFAD funds with potential credit lines, which is available for next programme cycle from 2014, and channelled through participating financial institute (PFI) through a loan agreement with the Government. This is provided by the European Investment Bank. It is available for the private sector investment. The focus areas are alternative energy and SME sectors • Two types of regional grants are available - Non State Agency proposal through call for proposal methods and Asian Pro-Eco, environment and alternative energy projects, again on call for proposal methods which IFAD has the potential to create partnerships
USAID	<ul style="list-style-type: none"> • Economic revitalization of the North & East 	2014-2017	<ul style="list-style-type: none"> • USAID assistance focuses mainly on the

Agency	Priority sectors and areas of focus	Period of current country strategy	Complementarities / Synergy Potential
	<p>(2009-2014) through technical assistance that supports public private alliances (PPAs), including PPAs with Hayleys Agro Farms (2009-2013), with Aqua 'N Green Ltd (2010-2013), with Cargills (Ceylon) PLC (2010-2013), with Daya Apparel Export (Pvt) Ltd (2010-2013), and with MAS Active (Pvt) Ltd (2010-2015).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Poultry, dairy & horticulture are key priorities of support. • Main target group: vulnerable population – IDPs, former combatants, war widows etc. 	(under preparation)	<p>conflict-affected areas of the Northern and Eastern Provinces. Due to the different geographic location, direct operational linkages between IFAD projects and USAID-supported interventions in these areas will be limited. However, a few adjacent districts (such as Monaragala) are also covered by USAID-supported projects. In these districts, there are high potential for project-level cooperation between IFAD and USAID.</p> <ul style="list-style-type: none"> • USAID's focus on private sector partnerships will be mutually complimentary and reinforcing with similar arrangements supported by IFAD projects (particularly Cargills, Hayleys, & Aqua 'N Green).
CIDA	<ul style="list-style-type: none"> • Sustainable economic growth • Women and children development • Increase skills for employment • Support small agricultural business • Improve the business climate • Increase women's access to economic assets and jobs 	2013-2015 (about 75million)	<ul style="list-style-type: none"> • Information sharing • Technical assistance in pro-poor policy development • Technical assistance in capacity building and gender main streaming • Potential partnership with rebuilding efforts of livelihoods in the northern province
JICA	<ul style="list-style-type: none"> • Establish an economic infrastructure for growth • Environmental and climate change measures • Improve the social environment in lagging 		<ul style="list-style-type: none"> • Information sharing • Partnering with livelihood development interventions (agriculture, dairy, seed production, floriculture etc)

Agency	Priority sectors and areas of focus	Period of current country strategy	Complementarities / Synergy Potential
	regions <ul style="list-style-type: none"> • Mitigation for vulnerabilities 		<ul style="list-style-type: none"> • Technical assistance in capacity building and product development • Disaster management activities
GIZ	<ul style="list-style-type: none"> • Promoting economic growth through partnerships for social cohesion and sustainable development. • Microfinance – to improve the inclusiveness and efficiency of the financial system, at macro and micro levels. Particular attention is given to group-based and participative approaches in order to strengthen self-organization and social participation (ProMiS) • Capacity building for CBOs (PIP 2001-2013; FLICT 2002-2010 (Phase I & II) and 2011-2013 (Phase III)). • Strengthening the basic education sector and operating at three levels of implementation covering the entire spectrum of the education landscape: national, provincial and school level (ESC) • Vocational and entrepreneurship in the North and the East (PB-VT 2010-2013) 		<ul style="list-style-type: none"> • Complementarity and synergy potential exist in microfinance, where IFAD project beneficiaries can be linked up with the MFIs supported by GIZ, for enhanced access to financial services • Partnership potential will be explored for capacity building of farmers or other community organizations • Capacity improvements in livelihood activities, value chain development, and business development • Promoting eco-friendly agriculture and SMEs
French Development Agency	<ul style="list-style-type: none"> • Export credit provisions for SME and industrial sector • Infrastructure development • Promoting energy efficiencies in industries including SME sector 	On-going and increasing assistance	<ul style="list-style-type: none"> • Leverage credit financing • Technical support for livelihood development with livestock etc • Private sector linkages and financing

Agency	Priority sectors and areas of focus	Period of current country strategy	Complementarities / Synergy Potential
	<ul style="list-style-type: none"> Rehabilitation of production assets (forestry, livestock etc) 		
Norway	<ul style="list-style-type: none"> Support to reconstruction and development in the former war affected areas Support to organizations that work on good governance, reconciliation, gender equality and human rights 	Ongoing and decreasing	<ul style="list-style-type: none"> Limited involvement in the reconstruction work in the North Interest in women development, governance issues, and democracy in the conflict areas Promote cleaner products and environment concerns in SME and industries Close collaboration with District Chambers in technical assistance SME and business development using match making financing
Netherlands	<ul style="list-style-type: none"> Sri Lanka is not an ODA partner for the Netherlands (since 2002). However, a number of Netherlands financing instruments to enhance trade and investment are available for Sri Lanka private sector, including support for initiatives aimed at cooperation in food security or in the water sector. 	Ongoing and declining	<ul style="list-style-type: none"> While a direct partnership in the context of IFAD projects is not possible, where feasible IFAD will encourage local partner agribusiness firms to explore opportunities of using these instruments (e.g., the recently introduced PPP facility) for innovative initiatives that will have positive impact on rural poverty reduction.

Key file 4: Target group identification, priority issues and potential response

Typology	Poverty Level and Causes	Coping Actions	Priority Needs	Support from Other Initiatives	COSOP Response
Smallholders, in both crop & plantation production	<p>Incidence of income poverty for rural areas – 9.4%; for plantation (both smallholders & estate workers) – 11.4%</p> <p>Main causes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Low agricultural productivity & returns • Lack of technologies and adaptive measures to deal with seasonal droughts, crop failures and water scarcities in the dry zone • Heavy dependence / engagement in subsistence agriculture • Inadequate capacity for non-farm income generating activities • Resource 	<ul style="list-style-type: none"> • Diversification into non-farm activities, including small business • Casual wage work • Resource transfer & remittances 	<ul style="list-style-type: none"> • Increased income from agriculture • Crop diversification and intensification • Access to financial services • Commercialization of production & access to market 	<ul style="list-style-type: none"> • “Samurdh”, the main national poverty reduction programme, with priority to development of rural infrastructure & improvement of health & nutritional conditions • “Divineguma”, for improved family nutrition and development of economic activities of low income groups, including smallholders • Province-based development initiatives such as “GamiDiriya” for empowering the rural economy, “Gamaneguma” for agriculture and rural development, and “Maga Neguma” for rural infrastructure development • Rehabilitation & economic development 	<ul style="list-style-type: none"> • Support productivity improvement • Promote diversification and commercialization of production • Scale up effective approaches / production techniques for dry zone agriculture, e.g., small-scale irrigation schemes, farmer field school, etc. • Support capacity development • Introduce & encourage economically viable, environmentally friendly and climate smart practices of agricultural production

	degradation			projects in Northern and Eastern Provinces, which are the main focus of support by bilateral donor agencies	
Plantation workers in the estate areas	<p>Incidence of income poverty – 11.4%</p> <p>Main causes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Lack of capacities & capabilities to secure alternative sources of income outside plantations • Poor working & living conditions, leading to voluntary unemployment & ageing workforce • Labour shortages 	<ul style="list-style-type: none"> • Out-migration 	<ul style="list-style-type: none"> • Improved working & living conditions • Increased productivity & profitability 	<ul style="list-style-type: none"> • Ditto 	<ul style="list-style-type: none"> • Support provision of better working & living conditions • Support capacity development of workers • Support adoption of proper land use practices • Promote PPP and encourage better market integration

<p>Artisanal and small-scale fishers</p>	<p>No data on incidence of poverty, however it's widely perceived that a large number of fishing families have income levels either below or close the poverty line</p> <p>Main causes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Marine coastal fisheries approaching its carrying capacity & limited opportunities for production expansion • Limited capacity & options for alternative livelihood activities • Isolation of fishing communities & limited market access • Sub optimal quality of fish and value addition resulting from inadequate fisheries infrastructure • Climate change related risks 	<ul style="list-style-type: none"> • Diversification to non-fishery income generating activities • Use of resource harmful practices for fishing (purse seining conducted with light attraction, bottom trawling with motorized boats, use of explosives, seining in reservoirs etc with methods such as long lining, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> • Quality improvement & value addition of fish products • Diversification of livelihood opportunities • Access to financial and technical services 	<ul style="list-style-type: none"> • Ditto 	<ul style="list-style-type: none"> • Promote fisheries co-management programme • Support replacement of resource harmful fishing practices • Encourage diversification of coastal fisheries to exploit under-exploited resources • Support value addition process and connectivity with market • Promote alternative livelihood opportunities through vocational training / skills development, entrepreneurship and start up support • Promote adaptation to climate change and address issues related to coastal resources management
--	--	---	--	---	---

<p>Women & women-headed households</p>	<p>Women-headed households accounting for 22.4% of rural households (incidence of poverty not available)</p> <p>Main causes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Low labour force participation • Labour on unpaid / non-remunerative activities • Poor access to credit • Unequal access to productive resources • Gender biases in rights and entitlements • Vulnerable status in the community 	<ul style="list-style-type: none"> • Low remunerative work • Government welfare programmes • Out-migration 	<ul style="list-style-type: none"> • Equal employment opportunities • Health & nutrition support 	<ul style="list-style-type: none"> • Ditto 	<ul style="list-style-type: none"> • Introduce special training packages including skill development and technical knowhow for women • Introduce non-farm and farm product based enterprises for women • Facilitate equal employment opportunities for women • Work with like-minded financing institutions such as Women's Bank to introduce service packages specially designed for women • Encourage state agency and women's organizations to invest in developing social enterprises for rural women with a focus on economic empowerment.
--	--	---	--	---	--

<p>Unemployed and underemployed labour, particularly youth and women</p>	<p>Rate of youth unemployment – 22% in rural areas & 7.97% in estates; women unemployment – 9.1% in rural areas & 2,4% in estates areas</p> <p>Main causes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Lack of technical skills and capacities to enter labour market • Lack of access to financial products / services and start-up capital for small business development • Unemployed women are affected by gender specific factors in the structure of rural employment / patterns of engagement as well as in the decisions of remuneration 	<ul style="list-style-type: none"> • Out-migration 	<ul style="list-style-type: none"> • Employment opportunities • Capacity / skill development through vocational training • Start up support 	<ul style="list-style-type: none"> • Ditto 	<ul style="list-style-type: none"> • Support vocational training and skills development for youth and women • Support SME development & private sector partnerships, specifically targeting youth & women and exploring productive use of remittances • Develop sub-contracting arrangements for market linkages • Improve access to financial and technical services, including innovative products such as HNB's "Adhishtana" savings account option for remittances • Facilitate equal employment opportunities
--	---	---	--	---	---